

La crise capitaliste menace la classe ouvrière d'une catastrophe

La classe ouvrière doit avoir le pouvoir : pour une économie planifiée socialiste internationale !

Nous reproduisons ci-après la présentation de notre camarade Alexis Henri, abrégée et revue pour publication, lors du meeting de la LTF du 19 novembre à Paris.

* * *

Depuis la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992, ces dernières années ont été marquées par le triomphalisme capitaliste prétendant que la vision même d'une société socialiste était irréaliste et qu'il n'y a pas d'au-delà au capitalisme. Et pourtant nous sommes aujourd'hui au début d'une crise économique qui s'annonce d'ampleur exceptionnelle, une de ces crises cycliques dont Marx avait décrit les ressorts intimes il y a près de 150 ans. Elle a commencé comme une crise dans la banque et l'immobilier, et elle s'étend maintenant à l'ensemble de l'économie. D'ores et déjà de nombreuses entreprises du secteur automobile sont en chômage technique une semaine sur deux en France, alors que les trois constructeurs automobiles américains sont au bord de la faillite. Cette crise est spectaculaire par son ampleur, et elle pourrait s'avérer d'une importance comparable à celle de 1929. Elle montre la faillite non pas du capitalisme libéral, mais du capitalisme tout court.

La contre-révolution capitaliste en Union soviétique était une défaite sans équivalent pour les travailleurs du monde entier. En Russie l'effondrement économique a été sans précédent pour une société moderne : entre 1991 et 1997, le produit intérieur brut a diminué de plus de 80 %. En 2000 l'espérance de vie était plus basse qu'à la fin du XIX^e siècle. La contre-révolution avait ouvert la voie à une croissance soi-disant sans fin des profits, basée sur une aggravation des conditions d'ex-



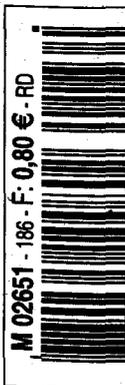
Pierre Trovel

Manifestation des ouvriers de l'usine Renault-Sandouville au Havre le 25 septembre

**PS, PCF, LO en crise,
Besancenot rêve pour son NPA
d'une social-démocratie du XXI^e siècle –
Mais ce dont les travailleurs ont besoin,
c'est d'un parti léniniste d'avant-garde !**

ploitation dans le monde, non seulement dans les pays de l'Est et l'ex-URSS où les travailleurs ont subi une dégradation qualitative de leur niveau de vie mais aussi au-delà, y compris en Europe occidentale. Dans ces pays, les classes capitalistes, sous la pression de la concurrence avec leurs rivaux étrangers, qui s'est accrue avec la disparition de l'ennemi commun soviétique, ont fondé l'augmentation de leurs

Suite page 15



CD DS Comité de Défense sociale

« Affaire des sabotages » à la SNCF : Levée des inculpations contre Julien Coupat et ses camarades ! Ils doivent être libérés maintenant ! L'hystérie antiterroriste vise à criminaliser le mouvement ouvrier tout entier.

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué du Comité de défense sociale (CDDS) du 16 novembre. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la LTF.

* * *

Paris, le 16 novembre 2008 – Le CDDS condamne « l'opération Taïga », le raid policier du 11 novembre au cours duquel ont été arrêtés neuf jeunes militants initialement accusés d'avoir participé au sabotage de caténaires de lignes de TGV. Il s'agit là d'une monstrueuse chasse aux sorcières d'Etat. Les dossiers de l'accusation sont totalement vides, comme en témoigne le fait que le gouvernement a dû démentir la présence près d'une caténaire de prétendues « traces d'ADN ». Malgré cela, Julien Coupat a été mis en examen comme « dirigeant d'une structure à vocation terroriste » et risque jusqu'à 20 ans de prison ; quatre de ses camarades sont mis en examen pour « association de malfaiteurs à visée terroriste et dégradation en réunion sur des lignes ferroviaires dans une perspective d'action terroriste » ; les quatre autres sont « visés par l'incrimination d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », un délit passible de dix ans d'emprisonnement (*le Monde*, 15 novembre).

Parmi les soi-disant « preuves » récoltées par les perquisitions policières figurent une carte du réseau ferroviaire français, des horaires de train et du matériel d'escalade. De plus, le procureur de Paris, Jean-Claude Marin, présente « comme un élément de contexte » (sic) le mutisme des accusés pendant leur interrogatoire. Il y a vingt-cinq ans, dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes », présentée triomphalement par les services de l'Elysée comme une série d'arrestations visant les cercles du terrorisme international, les flics de Mitterrand

avaient fait l'effort de déposer eux-mêmes les armes et explosifs qui devaient être « découverts » lors de leur perquisition. Aujourd'hui, les preuves ont de moins en moins d'importance (le cas d'Yvan Colonna est exemplaire à cet égard), car le délit d'opinion et celui de « visées terroristes » suffisent à l'Etat pour enfermer ceux qu'il considère comme des ennemis à abattre.

Ceci est le dernier épisode en date, particulièrement sinistre, d'une campagne de harcèlement et d'intimidation contre la gauche, et tout particulièrement contre le mouvement libertaire, explicitement pris pour cible dans une circulaire du Ministère de la Justice du 13 juin dernier. Ce document stigmatisait la « mouvance anarcho-autonome » pour s'être « manifestée par la commission d'actions violentes en différents points du territoire national au préjudice de l'Etat et de ses institutions ». Cet amalgame entre gauche, violence et terrorisme vise à criminaliser le mouvement ouvrier organisé tout entier. C'est une attaque contre les droits démocratiques de tous. ***Nous exigeons la libération immédiate des cinq militants emprisonnés, et la levée des inculpations contre toutes les personnes mises en examen dans cette affaire.***

L'un des jeunes présents lors de la descente de police contre la ferme de Tarnac, en Corrèze, où le groupe tenait une épicerie, qui organise des concerts pour les anciens du village et est très apprécié dans cette commune rurale, déclarait après l'arrestation de ses camarades : « Ils sont étrangers aux sabotages du week-end. » Au sujet de deux de ses amis interpellés à Rouen, il ajoutait : « Dans la nuit de vendredi à samedi [où le dernier sabotage a été perpétré], Elsa et Bertrand étaient dans un bus qui les emmenait à Amsterdam à l'occasion d'un voyage étudiant » (*Paris-Normandie*, 15 novembre). Nous ne savons pas qui a perpétré ces sabotages sur les lignes de TGV – des actions certes stupides, mais qui n'ont pas mis en danger de quelque manière que ce soit ni les cheminots ni les passagers. Mais ce que nous savons, c'est que le gouvernement utilise cette affaire comme prétexte pour intimider et réprimer la gauche et tous ceux, travailleurs, immigrés, jeunes de banlieue, qui lui résistent, ou qui sont simplement vus comme des opposants potentiels aux mauvais coups qu'il multiplie pour imposer l'austérité capitaliste.

Parmi les « éléments » retenus contre Julien Coupat et ses camarades figure leur participation « violente » au mouvement anti-CPE de 2006, aux manifestations lycéennes l'année suivante et aux actions contre les arrestations, l'emprisonnement et les expulsions de sans-papiers. Dans le contexte de la montée de la crise économique et des attaques incessantes contre la classe ouvrière, notamment contre les cheminots qui

Suite page 12

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

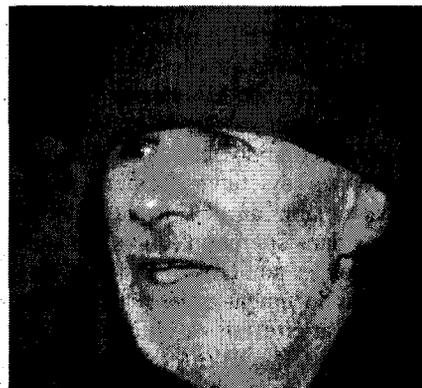
Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Un échange avec J. Marc Rouillan sur le NPA de Besancenot

J. Marc Rouillan, ancien dirigeant du groupe Action directe, est prisonnier politique depuis plus de 20 ans. Après avoir bénéficié d'une mesure de libération partielle, il a été brutalement renvoyé en prison en octobre pour une phrase où il indiquait qu'il n'aurait le droit de parler librement que pour dénoncer l'exécution en 1986 de Georges Besse, PDG de Renault, revendiquée à l'époque par Action directe ; comme pour prouver son propos, la « justice » a ordonné sa réincarcération immédiate. En dépit de notre désaccord avec le terrorisme individuel, nous avons toujours exigé la libération immédiate de J. Marc Rouillan et de ses camarades de l'ex-groupe Action directe, et nous continuons de le faire en lui exprimant notre solidarité contre l'Etat capitaliste. J. Marc Rouillan nous a récemment envoyé un courrier, que nous publions ici avec notre réponse.



AFP

Le 9 novembre 2008
Pour Marc Guétier

Paris, le 1^{er} décembre 2008

Salut camarade,

Après un séjour de 10 mois à l'extérieur « à temps partiel » me voici de retour en cellule. Durant ce court laps de temps, j'ai essayé de rencontrer l'un d'entre vous et en particulier le CDDS. En vain. J'étais bloqué à Marseille d'où les difficultés pour les contacts.

Dans un ancien courrier à Myriam Benoît, j'expliquais que j'étais très proche de vos positions anti-impérialistes et internationalistes, que je trouve plus claires et correctes que les autres forces de la gauche communiste. D'ailleurs l'un de vos premiers textes qui a attiré mon attention traitait de l'Afghanistan (un texte de soutien à une brigade de femmes combattant aux côtés des troupes « soviétiques »).

Bien qu'oppositionnel de gauche (au niveau de la théorie politique) je ne suis pas trotskyste. (Si j'ai lu les principaux ouvrages du camarade, je ne connais pas grand-chose du mouvement trotskyste à part vos vieilles querelles soixante-huitardes.) J'ai d'ailleurs refusé d'adhérer à la LCR lors de mon action pour le NPA. Comme vous le savez, j'ai annoncé mon concours à sa construction en utilisant la citation de Rosa Luxemburg : « il vaut mieux un mauvais parti que pas de parti du tout ». Elle résume ma présence au NPA. Mais toutefois, je ne suis pas d'accord avec vous : non, le NPA n'est pas social-démocrate (mais il peut le devenir) non il n'a pas abandonné l'idée communiste (mais il peut le faire) non il n'a pas abandonné l'internationalisme (mais là encore il peut le faire)... Oui tout cela peut arriver si la tendance pour une position de classe est marginalisée et défaite.

Vous avez raison de critiquer les âneries du style « Soutien au Tibet », elle a été vivement critiquée au sein même des comités. Et plus.

Nous avons besoin des critiques justes des autres forces révolutionnaires pour renforcer nos positions dans le NPA. Je défends un NPA (200 % à gauche !) ouvert en direction de toutes les forces communistes et donc pour des commissions mixtes dans tous les domaines possibles. Et en particulier pour celles me tenant à cœur : la commission internationale et la commission anti-répression.

Ma nouvelle situation et ma fragilisation dans le NPA remettent pas mal de choses en question. Nous verrons bien dans les prochaines semaines... ce qu'il adviendra.

Je lis toujours *Bolchévick* et *Spartacist* avec beaucoup d'intérêt. Si vous le pouvez : envoyez-moi les n° de 2008.

Un grand salut communiste

J. Marc

Cher J. Marc,

Merci pour ta lettre du 9 novembre. Tu soulèves de nombreuses questions dans cette lettre auxquelles nous ne pouvons répondre entièrement dans cette courte réponse.

Tu declares que le NPA n'est pas social-démocrate – mais qu'est-ce donc que leur perspective « sociale et démocratique » basée sur la dénonciation de la dictature du prolétariat ? Tu dis que le NPA n'a pas « abandonné l'idée communiste » ; sur ce point précis nous te donnons raison : dès avant la mise sur les rails du NPA, la LCR a lourdement insisté qu'il ne serait pas communiste, donc il ne peut abandonner une idée qu'il n'a jamais eue. La formule chimique du NPA, c'est les ex-« communistes révolutionnaires » de la LCR, moins ses prétentions (vides de contenu) au communisme et à la révolution, plus quelques milliers d'anciens militants de gauche démoralisés et de jeunes libéraux. Quelques-uns pourraient se tourner vers le communisme, mais seulement si nous faisons une critique aussi impitoyable que sincère de cette nouvelle formation social-démocrate. La question qui se pose à toi, c'est qu'est-ce que Rouillan vient faire dans cette galère ?

Tu dis encore que le NPA n'a pas renoncé à l'« internationalisme ». Encore il y a une semaine il y avait un article en première page de *Rouge* (20 novembre) sur le Tibet, où la LCR attaquait Sarkozy de la droite (!) en lui reprochant de ne pas soutenir plus activement le dalaï-lama (« Le silence de Nicolas Sarkozy est particulièrement frappant. La défense de la cause tibétaine n'était, de sa part, que gesticulation théâtrale. ») Si la LCR/NPA est « internationaliste », on ne peut le comprendre qu'au sens où elle compte ou a compté parmi ses héros des célébrités non françaises comme non seulement le dalaï-lama, mais aussi des individus comme Lech Walesa, le chef de l'organisation contre-révolutionnaire polonaise Solidarnosc à qui les staliniens ont fini par livrer le pouvoir en 1989, suite à quoi il a restauré le capitalisme, interdit l'avortement et jeté les travailleurs polonais dans la misère, ou même Boris Eltsine, qui a mené à bien la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992 avec le soutien de la LCR au nom de la lutte pour la démocratie.

Tu dis que notre position sur l'Afghanistan avait attiré ton attention. Tu dois faire référence à la proposition que nous avons faite au gouvernement afghan début 1989 d'organiser une brigade internationale pour combattre les mollahs réactionnaires de la CIA, au moment où la bureaucratie stalinienne retirait ses troupes d'Afghanistan, ce que nous avons

dénoncé comme une trahison des femmes et des peuples afghans. Nous avons en 1979 salué l'intervention soviétique et exigé l'extension des acquis de la Révolution russe aux peuples afghans. En ce qui concerne la LCR, c'est la position de Mitterrand sur l'Afghanistan qui avait attiré son attention : début 1981, alors qu'elle faisait campagne pour le front populaire bourgeois de Mitterrand, la LCR avait changé de position (elle était jusque-là contre l'intervention, mais sans exiger le retrait soviétique) et s'était mise à exiger le retrait des troupes soviétiques. Mitterrand avait obtenu une déclaration semblable du PCF avant de lui octroyer quelques strapontins dans son premier gouvernement. Nous t'envoyons à ce propos les numéros 17 et 18-19 de Spartacist édition française qui documentent les positions de la LCR à l'époque.

Ou peut-être fais-tu allusion au soutien politique qu'accorde la LCR à Hugo Chávez, le président populiste du Venezuela ? Nous te renvoyons à notre article sur le Venezuela (le Bolchévik n° 183, mars), où nous expliquons notamment pourquoi nous étions pour voter « non » au référendum de Chávez l'année dernière car il renforçait ses pouvoirs bonapartistes, dont le danger qu'il les utilise contre les travailleurs augmente avec l'effondrement actuel de la rente pétrolière. C'est une chose d'appeler la classe ouvrière à se mobiliser pour défendre militairement Chávez en cas de coup d'Etat monté par la CIA, comme nous l'avons fait en 2002, c'en est une autre absolument de soutenir politiquement un régime bourgeois, même populiste, d'un Etat capitaliste comme le fait la LCR pour le Venezuela en prétendant qu'il s'agirait d'une voie nouvelle vers le socialisme. Elle préconise pour Cuba de suivre le modèle « bolivarien » de Chávez avec ses élections libres et démocratiques, qui pourraient être une voie pour la contre-révolution capitaliste à Cuba. Même Rouge avait été gêné il y a quelques années quand Chávez avait exprimé sa solidarité avec son ami Chirac lors de la répression de la révolte des banlieues (voir notre article dans le Bolchévik, mars 2006, que nous t'envoyons aussi).

En réalité la LCR n'a rien d'internationaliste. Le fond de son opposition aux troupes françaises en Afghanistan aujourd'hui est basé sur l'exigence d'une politique pour l'impérialisme français qui soit indépendante des Etats-Unis. La LCR a ainsi soutenu cette année la déclaration « OTAN-Afghanistan - Ni guerre ni alliance militaire - Paix-Liberté-Démocratie » qui disait notamment :

« Au-delà des victimes dont on peut craindre qu'elles seront plus nombreuses, la décision d'envoyer des renforts est le signe d'un alignement inacceptable sur la politique des Etats-Unis. La volonté de réintégrer le commandement militaire de l'Otan va dans le même sens. La France ne doit pas endosser la vision manichéenne de "la guerre des civilisations" qui domine à l'Otan et ainsi renoncer à faire prévaloir une politique indépendante, pour la primauté du droit international et contre la guerre. Elle risque d'entraîner toute l'Union européenne à ne devenir qu'un simple "pilier européen" de l'Otan, source de nouvelles dépenses militaires au détriment des immenses besoins sociaux. Nous ne voulons pas d'une France et d'une Union Européenne gendarmes du monde. Nous voulons une France et une Europe libres et indépendantes, développant avec tous les pays des coopérations en faveur de la paix, du développement durable et des droits de l'Homme. Nous exigeons que le Président de la République renonce à l'envoi de renforts en Afghanistan et à la réintégration de la France dans le haut commandement militaire de l'Otan. »

C'est du social-chauvinisme pur et simple. L'impérialisme français couvert de sang a eu une politique absolument « indépendante » en menant la guerre d'Algérie ou plus récemment (mais toujours sous Mitterrand) en parrainant le génocide au Rwanda. Pour paraphraser August Bebel qui disait que l'antisémitisme était le socialisme des sots, on pourrait dire que l'anti-américanisme en France, comme le déploie la LCR, c'est l'anti-impérialisme des imbéciles. François Sabado l'a si bien dit il y a quelques années dans la presse capitaliste (le Nouvel observateur, 5-11 décembre 2002, cité dans le livre de Jean-Paul Salles, la Ligue communiste révolutionnaire, 1968-1981) :

« Avant Olivier [Besancenot], on était Russes, toujours définis par la révolution d'octobre, par l'URSS, notre opposition au stalinisme. Avec lui, on devient Français. On peut s'inscrire durablement dans le paysage. »

Finalement, en ce qui concerne la « commission anti-répression » dans la LCR dont tu parles, permets-nous de nous poser la question si elle s'est sentie concernée lorsque la LCR a déclaré le 1er octobre à ton propos : « il avait sa place dans ce nouveau parti [le NPA] à partir du moment où il renonçait à ses actions du passé » ? L'usage de l'imparfait indique qu'on avait décidé en haut lieu que tu n'y as plus ta place, en bref qu'il faut d'abord regretter l'exécution de Georges Besse. Apparemment les conditions pour entrer dans le NPA sont les mêmes que pour être éligible à la libération conditionnelle ! A vrai dire nous n'étions pas surpris de lire cela, ayant dénoncé dans le Bolchévik de septembre la lettre de lecteur publiée dans Rouge le 17 juillet prenant le côté des matons contre toi.

Pour nous en tenir aux cas d'actualité, nous devons aussi mentionner l'affaire des 9 de Tarnac, persécutés soi-disant pour la dégradation de caténaires de la SNCF. Alors qu'une chasse aux sorcières se déchaînait contre ces jeunes autonomes, nous avons fait une déclaration sur cette affaire que tu trouveras ci-jointe [voir page 2]. Nous exigeons la libération immédiate et la levée des inculpations contre les jeunes poursuivis dans cette affaire. Mais pour la LCR, la victime dans l'affaire c'est... la SNCF ! Leur déclaration du 11 novembre affirmait que la SNCF est « la victime de sabotages matériels dangereux et inquiétants ». Voilà qui devait être de la musique aux oreilles des bureaucrates syndicaux de SUD-Rail. Une semaine plus tard, alors que même dans la presse capitaliste aux ordres on commençait à déceler un certain agacement envers la minceur du dossier monté par les flics contre les jeunes accusés, la LCR a publié un court article (Rouge, 20 novembre) montrant qu'elle était toujours incapable de se

Suite page 12

Supplément au Bolchévik
 Octobre 2008
 0,50 € (10 pages)
 Commande à l'adresse du journal

LE BOLCHEVIK
 Crise financière : la banqueroute du capitalisme
 Le parti ou travailleurs - Pour un parti ouvrier révolutionnaire !
 Pour une dénonciation plurielle socialiste !

LE BOLCHEVIK
 LO, LCR : la faillite du réformisme face à la crise financière
 Pour la révolution socialiste !
 Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Mai 68 : une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF

Nous reproduisons ci-dessous la suite et la fin d'une présentation, revue pour publication, de Xavier Brunoy, membre du comité central de la LTF, lors de la journée d'études de la LTF du 21 juin à Paris. La première partie a été publiée dans le numéro précédent du Bolchévik, n° 185 (septembre).

Questions vitales d'un programme transitoire : les immigrés, les femmes, la jeunesse

Dans le programme transitoire des révolutionnaires, d'autres questions étaient incontournables en 1968 et devaient être abordées : les immigrés, les femmes, les jeunes. Il y avait près de trois millions

Deuxième partie

d'immigrés en 1968 en France, surtout italiens, espagnols, portugais et algériens. Sur les immigrés en 1968, je m'inspire ici de l'article de 1998 du *Bolchévik* (n° 147, automne 1998). A l'époque, ce sont beaucoup de jeunes travailleurs masculins, célibataires ou dont la famille est encore dans leur pays d'origine. Il n'y a pratiquement pas la couche que nous appelons aujourd'hui la deuxième génération. Ils vivent dans des conditions effroyables, dans des hôtels meublés ou des bidonvilles (il y en a encore 200), travaillent essentiellement dans le bâtiment et la métallurgie. Les travailleurs immigrés sont non qualifiés. Au total 85 % des immigrés n'ont aucune qualification professionnelle, beaucoup de professions qualifiées leur étant aussi interdites par la loi. Il y a environ 500 000 ouvriers immigrés dans le bâtiment, 370 000 dans la métallurgie et la sidérurgie, 260 000 dans l'agriculture. Les femmes sont souvent femmes de ménage. Les proportions d'immigrés sont très variables suivant les secteurs de la production.

En général l'activité politique est interdite pour les immigrés ; au niveau syndical ils ne peuvent être élus délégués syndicaux qu'après 6 à 24 mois d'ancienneté, or très souvent les ouvriers immigrés ont des contrats de travail de 6 mois seulement, ce qui les empêche d'être intégrés dans les syndicats. Les Portugais sont soumis depuis 35 ans à la dictature de Salazar ; en cas d'activité politique ils sont déportés et finissent dans les prisons du Portugal ou dans les colonies en Afrique. Plusieurs dizaines d'ouvriers portugais ont ainsi disparu après Mai 68, ceux qui avaient joué un rôle actif pendant la grève. Les ouvriers algériens sortent depuis peu d'une



AFP/Jacques Marie

24 mai : les salariés de Citroën, quai de Javel, décident la reconduction de la grève. Les ouvriers immigrés ont joué un rôle important en Mai 68.

guerre de libération nationale victorieuse. Il semble qu'ils ont solidement fait grève depuis le premier jour. Ils se battaient maintenant, au côté des travailleurs français, contre la même classe capitaliste qui avait sauvagement massacré leurs frères pendant la guerre d'Algérie. Pour souder l'unité de classe il fallait revendiquer les *pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui étaient en France*, en luttant pour obtenir des droits politiques et sociaux égaux à ceux des travailleurs français et liquider toutes les discriminations au travail, dans l'attribution des logements, à l'école.

La bourgeoisie a longtemps dressé les diverses communautés les unes contre les autres. Mais dans le courant de Mai 68 s'effondre largement cette division du prolétariat entre ses différentes couches ethniques. Notamment dans le bâtiment, ce sont les immigrés qui sont à l'avant-garde, car les ouvriers français représentent l'aristocratie ouvrière qui ne veut pas faire grève pendant que les trois-quarts des manœuvres dans le bâtiment sont immigrés. Si la présence de la CGT ou du PCF est souvent vue pendant cette période comme une protection contre les pires aspects du racisme, le chauvinisme du PCF à l'époque de mai-juin 1968 existait bien. Ainsi, quand des secours étaient versés aux grévistes en mai-juin 1968, les Algériens devaient se battre pour que le montant de l'aide tienne compte de leur famille restée en Algérie.

Après Mai 68 il y a eu les déportations d'immigrés (offi-

ciellement 215 jusqu'en décembre 1968), notamment des Espagnols (sous Franco), des Algériens connus comme opposants à Boumediène ; cela a entraîné des protestations assez importantes, relayées surtout par les pablistes de Krivine et les intellectuels libéraux comme Sartre, etc.

Il y a dix ans nous écrivions « Parmi tous les groupes "trotskystes" qui ont gâché du papier pour répandre des inepties sur Mai 68 récemment, *pas un seul* n'a même mentionné la question des ouvriers immigrés. Or cette question était déjà à cette époque stratégique » (*le Bolchévik* n° 147, automne 1998). C'est toujours valable. Pour le quarantième anniversaire, ils n'ont toujours pas parlé du rôle des ouvriers immigrés. Notre conclusion d'il y a dix ans sur ce sujet est elle aussi toujours valable : « Le fait que la question immigrés ait été peu ou pas soulevée en Mai 68 par l'extrême gauche représente une capitulation au social-chauvinisme et à sa propre bourgeoisie. Dans un pays qui sortait d'une sale guerre coloniale [la guerre d'Algérie] dans laquelle les directions réformistes de la classe ouvrière, sous couvert "des valeurs de la République", défendaient leur propre impérialisme, cette question était clé pour l'unité du prolétariat nécessaire au renversement de la bourgeoisie. »

Seuls les révolutionnaires sont capables d'expliquer aux ouvriers que c'est la société capitaliste qui utilise l'oppression raciste comme moyen de diviser la classe ouvrière. La classe ouvrière dans son ensemble doit défendre les droits des immigrés et des minorités, ou sinon elle se laissera dans son ensemble affaiblir, diviser et ramener en arrière sous le coup de l'offensive de la bourgeoisie. La lutte contre ces divisions doit être liée au fait que le renversement de la société capitaliste est le seul moyen d'en finir définitivement avec le racisme.

La question femmes aussi était centrale. La composante féminine de la classe ouvrière est importante en 1968. Il y a environ 1 800 000 ouvrières. Elles représentent près de 22 % de la classe ouvrière. En grande majorité, elles sont non qualifiées. C'est-à-dire qu'elles sont au bas de l'échelle, qu'elles occupent, comme les travailleurs immigrés, beaucoup des emplois très pénibles, sous-qualifiés et les plus mal payés. Et elles ont peu de droits. L'avortement est complètement interdit du fait d'une loi de 1920. (Aujourd'hui encore, ce droit est limité par l'ordre moral bourgeois, du fait des difficultés rencontrées par les immigrées pour y recourir ou de la clause de conscience qui autorise les médecins à refuser de le pratiquer.) L'interdiction concernant la contraception a été levée en 1967, mais celle-ci reste d'un accès très limité. La loi interdisant aux femmes d'ouvrir un simple compte en banque sans l'autorisation de leur mari n'a été modifiée qu'en 1965. Les conditions du divorce sont très défavorables aux femmes et n'ont pas beaucoup changé depuis le Code civil de Napoléon. Les questions de sexe sont complètement taboues. La mixité n'existe pas. Les ouvrières sont massivement en grève et occupent leurs usines.

Le parti révolutionnaire serait intervenu en s'adressant aux problèmes spécifiques des femmes, et il aurait aussi mené le combat au sein même de la classe ouvrière contre les préjugés bourgeois que les directions de la classe ouvrière colportaient.



Archives de la Ville de Petit-Quevilly

L'usine Fermeture Eclair. Dans une situation comme Mai 68, un travailleur communiste particulier en direction des femmes aurait trouvé un écho retentissant. C'est notamment dans la foulée de Mai 68 qu'a été gagné le droit à l'avortement.

Dans son récent livre, *l'Insubordination ouvrière dans les années 68*, Xavier Vigna prend l'exemple de l'industrie de l'habillement à Lorient, où les femmes d'une entreprise qui ont fait débrayer diverses usines voisines ont amené le cortège à l'Union locale CGT pour participer aux initiatives du syndicat. Mais, pour les pourparlers et les négociations, c'est un homme de l' Arsenal qui les mène. Vigna donne deux exemples d'occupations (à la SNECMA aéronautique de Gennevilliers et dans une entreprise de confection à Lille) où il a été décidé que les femmes occuperaient l'usine le jour et les hommes la nuit, ce qui était certainement le cas dans la plupart des usines, reflétant le code de la famille bourgeoise où les femmes devaient être à la maison le soir. Dans une interview dans le supplément de *l'Humanité* sur Mai 68, Gisèle Halimi, future fondatrice du MLF (Mouvement de libération des femmes), raconte comment, alors qu'elle avait de grands espoirs pour la cause des femmes, elle s'est retrouvée à ranger les chaises et faire les repas à la fac de Censier.

Dans une situation pré-révolutionnaire comme 1968, l'intervention du parti révolutionnaire aurait pu trouver un écho retentissant parmi les femmes, y compris parmi les femmes de la petite bourgeoisie. Pour gagner les femmes à la perspective d'une société socialiste et à la nécessité d'une révolution ouvrière, des mots d'ordre concernant les droits à l'avortement et à la contraception, ou « À travail égal, salaire égal », auraient certainement eu un impact important. De telles revendications soulevées dans les nombreuses manifestations ou sur les piquets de grève auraient pu gagner des couches importantes de femmes à la nécessité d'une perspective révolutionnaire et en même temps auraient permis d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière en général en cassant le cadre des revendications strictement économiques.

Il aurait expliqué comment la source même de l'oppression des femmes se trouve dans la propriété privée des moyens de production. Marx et Engels ont identifié la famille comme étant la principale source de l'oppression des femmes, du fait de son rôle dans l'héritage de la propriété, notamment la propriété des moyens de production. Cela nécessite la monoga-

mie sexuelle des femmes pour pouvoir déterminer l'hérédité de l'héritier sans aucun doute, ainsi que leur subordination sociale. Nous disons qu'il faut remplacer l'institution sociale de la famille, ce qui nous différencie des féministes bourgeoises. Et cela ne peut se réaliser qu'après une révolution socialiste. C'est la mise en place d'une économie planifiée qui libérera les hommes et les femmes des corvées domestiques (avec des crèches ouvertes 24 h sur 24, des blanchisseries ou des cantines collectives de qualité, etc.)

Comme pour la question immigrés, il est consternant de voir combien cette question est absente dans la propagande de la gauche en 1968, alors que l'oppression des femmes est terrible à l'époque, et alors que les femmes ont une présence massive dans ces grèves. L'absence d'intervention de la part des organisations pseudo-révolutionnaires sur cette question à l'époque de Mai 68 a laissé la voie libre aux féministes bourgeoises qui allaient créer plus tard en 1970 le MLF bourgeois. Beaucoup des femmes de 1968 qui se sont retrouvées dans le MLF auraient certainement pu être gagnées au seul programme permettant la libération réelle des femmes : la révolution socialiste. Une fois le MLF créé, les pseudo-révolutionnaires allaient « découvrir » la question femmes et s'en préoccuper, pour capituler au mouvement féministe bourgeois, comme la LCR.

Les étudiants ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Au sein de la classe ouvrière, les jeunes ouvriers et ouvrières ont souvent été le fer de lance dans le déclenchement des grèves et des occupations. Les jeunes sont parmi les couches les plus opprimées sous le capitalisme. La famille, base de l'oppression des femmes, est aussi la base de l'oppression des jeunes. Et le régime gaulliste était d'une très grande rigueur et d'un grand moralisme en ce qui concerne les « valeurs familiales ». Comme je l'ai dit plus tôt, les questions de sexe sont taboues dans la société gaulliste, la mixité n'existe pas et les homosexuels n'ont aucun droit. Il fallait toujours une autorisation parentale pour les mineures qui désiraient la contraception. Les jeunes étaient sous la tutelle parentale et avaient très peu de droits. Le service militaire de 16 mois était en vigueur. Une propagande contre l'armée bourgeoise et la conscription aurait eu beaucoup d'impact, surtout à un moment où de Gaulle envisageait de se tourner vers l'armée pour éventuellement écraser la classe ouvrière.

Un parti révolutionnaire aurait cherché à gagner les jeunes étudiants à l'idée de servir la cause du prolétariat, seul capable d'en finir avec les oppressions. Construire une organisation de jeunesse révolutionnaire, indépendante du parti mais en accord avec son programme, aurait permis de recruter la flamme de la révolution.

Pour conclure sur ces axes d'intervention, je citerai le *Programme de transition* qui explique :

« Toutes les organisations opportunistes, par leur nature même, concentrent principalement leur attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière, et, par conséquent, ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or l'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV^e Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice. »

Le pouvoir était vacillant

Comme on l'a vu, avant le 29 mai, le pouvoir est fort ébranlé. Une partie de la bourgeoisie s'interroge sur de

Gaulle. Le 29 mai, le jour des grandes manifestations du PC, de Gaulle « disparaît » et part consulter le chef de l'état-major de l'armée française en Allemagne, le général Massu, à Baden-Baden. Celui-ci va le convaincre de rester, certainement en l'assurant que l'armée est prête à intervenir éventuellement, ce qui aurait signifié la guerre civile. Même si ce plan n'a pas été appliqué, il faisait bel et bien partie des options envisagées par de Gaulle dans le cas où il n'aurait pas pu venir à bout de la grève ouvrière par des moyens parlementaires. Ce simple fait est une confirmation de la théorie marxiste sur l'Etat ; le pouvoir exécutif signifie précisément assumer la responsabilité de maintenir l'ordre capitaliste, c'est-à-dire de prendre des décisions comme recourir à la force contre les travailleurs ; c'est pourquoi, encore une fois, nous refusons de nous présenter aux élections pour de tels postes. Massu a rapporté aussi dans son livre *Baden 68* que la veille au soir, le 28, il avait reçu en grande pompe le commandant en chef des troupes soviétiques en RDA, le maréchal Kochevoï, qui lui avait recommandé d'« écraser » les étudiants à Paris et avait dit le plus grand bien de De Gaulle – autrement dit, la bureaucratie soviétique était prête à étrangler la révolution en France car elle voulait préserver la politique semi-autonome de De Gaulle par rapport à l'alliance antisoviétique de l'OTAN.

Et alors que la CGT, au lendemain de ses grosses manifestations du 29 mai, consulte une nouvelle fois et le PC et la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste, un bloc des sociaux-démocrates de la SFIO — Parti socialiste — avec divers petits partis bourgeois) pour convaincre ces derniers de faire une alliance, de Gaulle passe le soir à la contre-offensive, fort du soutien de l'armée, et sans doute aussi du rapport que lui a fait Massu de sa rencontre avec Kochevoï. Il dissout l'Assemblée, lance une attaque anticommuniste virulente contre le PC et la CGT accusés pratiquement de préparer un coup d'Etat, et appelle à la mobilisation du « peuple », c'est-à-dire la bourgeoisie, la partie de la petite bourgeoisie qui n'avait pas basculé du côté des grévistes, et les bas-fonds de la société que des Pasqua [un homme clé pour les opérations clandestines de De Gaulle avec des nervis et gangsters] connaissent bien. Il promet de libérer une dizaine de dirigeants de l'OAS encore emprisonnés (ce qu'il fait mi-juin) pour se rabibocher avec l'extrême droite et le corps des officiers.

Face à une telle attaque, le PC et la CGT semblent se retrouver coincés. Car ils refusent toute confrontation avec le pouvoir gaulliste sur un terrain autre que celui du Parlement et du cadre institutionnel de la V^e République. Ils veulent à tout prix éviter l'affrontement brutal et incontrôlable et donc ils n'ont d'autre solution que de faire reprendre le travail. Et pour arriver à leurs fins, ils ne vont pas hésiter à utiliser tous les moyens, en particulier le morcellement de la grève qu'ils ont instauré après Grenelle. N'ayant pas réussi à convaincre la FGDS de faire une alliance, ils savent qu'ils n'ont aucune chance aux élections.

Malgré l'absence de parti révolutionnaire capable de démasquer le sauvetage du capitalisme auquel se livraient les stalinien, capable d'arracher les militants écœurés par leur direction et ainsi de scissionner le PCF, la résistance de la classe ouvrière aux bureaucrates est rude. Séguéy explique la difficulté : « Dans certains cas, peu nombreux, nos militants doivent discuter ferme avec des travailleurs partisans de poursuivre la grève malgré les indiscutables succès revendicatifs obtenus. Ils ont espéré des changements plus décisifs. Ils n'ont pas clairement conscience du fait que la situation politique ne permet pas d'aller au-delà. »

Dans *Où va la France*, Trotsky dit : « Mais ce qui existe

surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations *intermédiaires, transitoires* : entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou ... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. » Avec l'intervention d'un parti pendant la montée de la grève, on peut imaginer que les paroles de Trotsky se seraient concrétisées après que de Gaulle, le 30 mai, a décidé l'épreuve de force, ce qui est un tournant en 1968, pour la bourgeoisie comme pour le PC.

Ce n'est que le 7 juin que les premières reprises de travail significatives ont lieu. Il faut plusieurs jours pour faire reprendre les secteurs qui ont démarré la grève. Pour venir à bout de la volonté de poursuivre la grève, les bureaucrates usent de tous les stratagèmes : négociations branche par branche ; annonces de fausses reprises ; ils organisent des votes pour la reprise et, quand le résultat ne leur convient pas, ils refont voter, ce jusqu'à la reprise, etc. En même temps que les manœuvres des staliniens, la bourgeoisie envoie les flics pour attaquer les centres ouvriers clés qui sont contre reprendre, comme les centres de tri PTT, les dépôts SNCF. L'usine de Renault Flins est occupée par les CRS la nuit du 5 au 6 juin. Ce sont quatre jours de batailles acharnées autour de l'usine dans lesquelles le jeune lycéen maoïste Gilles Tautin est tué. Le 11 juin, les flics attaquent l'usine de Peugeot Sochaux : deux ouvriers sont tués. Le 12 juin, la dissolution de tous les groupes d'extrême gauche (JCR, OCI, VO, Mouvement du 22 mars, les groupes maoïstes, etc.) est décrétée. Et le PCF, loin de protester contre cette dissolution, va redoubler ses attaques physiques contre les militants de ces organisations qui viennent devant les usines !

Finalement, les bureaucrates et l'Etat parviennent à leurs fins. Trahie par ses propres dirigeants et sans alternative révolutionnaire crédible, la classe ouvrière et ses derniers bastions ne peuvent s'opposer à la reprise et se rendent, la mort dans l'âme, ce qui peut se remarquer dans le fort pourcentage d'ouvriers qui votent contre la reprise. Des secteurs comme la métallurgie reprennent très tard : la CGT appelle à la reprise à Renault Billancourt le 17 juin. Krasucki (dirigeant de la CGT) se fait siffler quand il appelle à la reprise du travail à Citroën, le 24 juin, après le premier tour des élections ! Celui-ci s'est déroulé le 23 juin et est un raz de marée réactionnaire.

Les mentors de Besancenot en Mai 68

Revenons maintenant à ce que faisaient les ancêtres de Besancenot et autres en Mai 68. S'adapter et capituler est le trait caractéristique des pablistes. Et ils n'ont pas raté l'occasion dans cette période pré-révolutionnaire. Ils vont donner un rôle d'avant-garde aux étudiants radicalisés, par exemple quand le Secrétariat unifié (l'organisation internationale des pablistes) déclare le 20 mai : « Il y a encore un large fossé entre la maturité révolutionnaire de l'avant-garde de la jeunesse et le niveau de conscience des ouvriers. » Mais, dans la période de 1968, toutes les organisations du mouvement ouvrier disent lutter pour le socialisme ou le communisme et la classe ouvrière est extrêmement combative et identifie facilement ses luttes avec la révolution d'Octobre. Le discours des pablistes, qu'on caractérise de centristes à l'époque, c'est-à-dire entre la révolution dans les phrases et l'opportunisme dans les actes, est plein de références à la révolution

ouvrière, à la dualité de pouvoir, voire à « briser l'appareil d'Etat bourgeois ». Dans un livre que Bensaïd a écrit en 1968 (avec son partenaire de l'époque Henri Weber, maintenant sénateur PS), il pouvait écrire : « Le pouvoir décomposé ne peut plus en ces heures troubles compter sur ses propres serviteurs, les forces de répression sont à bout, ailleurs c'est la débâcle. Le pouvoir est alors à prendre. Tout est possible. Le pouvoir se survit faute de candidats à la succession. »

Mais en même temps, ils sont pour un gouvernement de front populaire basé sur la pression de la rue. Pierre Frank, dirigeant du PCI pabliste, déclarait le 22 mai (*Intercontinental Press*) : « En ces jours de grève générale non déclarée, il serait possible de forcer le départ de De Gaulle et d'imposer un gouvernement PC-FGDS par des moyens non parlementaires mais pacifiques. » Ils ont essayé de présenter cela de façon plus appétissante avec le mot d'ordre des JCR « gouvernement populaire, oui ! Mitterrand, Mendès France, non ! » Vingt ans plus tard, Krivine et Bensaïd reconnaissent que « la formule de "gouvernement populaire" avait cependant l'avantage de désigner un gouvernement des partis de gauche sans entrer dans des considérations plus précises » (*Mai si ! 1968-1988 : Rebelles et repentis*). Ce gouvernement bourgeois serait pour les pablistes sous contrôle de la classe ouvrière.

On peut comparer le jeune Bensaïd de 1968 au réformiste endurci qu'il est devenu 20 ans plus tard, dans ce même ouvrage de 1988 coécrit avec Krivine. Il y a polémique contre lui-même, pour approfondir l'adaptation pabliste à la pression front-populiste et à l'antisoviétisme : « Tout n'était pas possible en 1968 : on ne saute pas à pieds joints par-dessus son temps et les rapports de forces. Mais autre chose était certainement possible. » Il insiste plus loin : « Aujourd'hui encore, nous restons convaincus qu'il y avait d'autres possibilités, d'autres issues, d'autres voies. Non pas le grand soir et la Révolution majuscule, mais le renversement du régime par la grève et par la mobilisation extraparlamentaire. » Il préfère balayer une formulation qu'il juge maintenant trop à gauche, rendant claire sa vision que la grève générale pouvait obtenir la démission de De Gaulle dont il attend qu'il serait remplacé par un front populaire. En 2007, dans un nouvel article dans lequel Bensaïd réitère que « tout n'était pas possible », sa défense de Mai 68 contre les attaques de Sarkozy se conclut par un vibrant appel implicite à voter... Royal.

« Tout est possible » était une formule utilisée par le centriste Marceau Pivert en 1936. A l'époque, Trotsky polémique durement contre Pivert qui, tout en parlant de révolution, était à l'intérieur de la SFIO (le parti social-démocrate

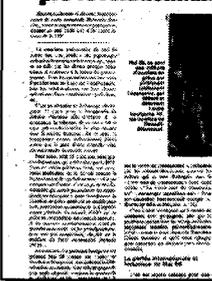
Commandez les anciens articles de la LTF :

(2 € l'ensemble)

- brochure de 1988 incluant un article de nos camarades américains en 1968
- article paru dans *le Bolchévik* n° 147 (automne 1998)

Commande par chèque à l'ordre de la SEDI. Ecrire à la SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Mai 68: une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF





de l'époque) dont il représentait l'aile gauche, et allait finir dans le service de propagande du gouvernement Blum. Trotsky cherchait à arracher les jeunes et les ouvriers qui étaient influencés par Pivert afin de leur montrer les contradictions de la politique de Pivert pour couvrir le maintien de l'ordre capitaliste. Celui qui a répondu à Pivert « tout n'est pas possible » en 1936 était Thorez, le fossoyeur de la situation révolutionnaire. Bensaïd et Krivine savent parfaitement cela. Aussi est-ce avec un certain cynisme que ces deux-là reprennent la formule de Thorez pour dénoncer les positions qu'ils avaient en 1968. Avec la distance du temps, on peut constater que politiquement, ils ont glissé des positions centristes de Pivert à celles, réformistes, de Thorez.

Aujourd'hui, la LCR est lancée dans la construction de son NPA (Nouveau parti anticapitaliste). Nous l'appelons le nouveau parti anticommuniste parce que c'est une claire acceptation et intégration de la campagne sur la mort du communisme. Dans tous ses meetings, Besancenot n'oublie jamais d'expliquer qu'il y a eu une fin de cycle dans les années 1990, que le cycle de la Révolution de 1917 était fini et que les références au communisme, au léninisme ou au trotskysme étaient dépassées pour lui. Et de nous présenter un « socialisme du 21^e siècle » avec des propositions d'un classicisme social-démocrate affligeant : prendre aux riches pour distribuer aux pauvres, que la classe ouvrière contrôle le capitalisme, etc., ce qu'il résume par « révolutionner la société ». Et surtout, il est prêt à participer à un gouvernement bourgeois s'il est « anticapitaliste ».

L'économisme de VO/LO en Mai 68

A l'opposé de l'avant-gardisme étudiant des pablistes, VO (Voix ouvrière) avait une orientation solidement prolétarienne, mais essentiellement économiste. Dans la brochure que LO a sortie cette année pour le quarantième anniversaire de 1968, ils indiquent :

« Il était évident que *“les dix millions de travailleurs en grève ne revendiquaient pas le pouvoir”*. Ils n'avaient même pour la plupart aucune idée de ce que cela pouvait signifier, et ce n'étaient surtout pas Séguy, Waldeck-Rochet ou Marchais qui étaient susceptibles de les éclairer sur ce point. Mai 1968, ce n'était évidemment pas la situation d'octobre 1917, avec des conseils ouvriers acquis à l'idée de s'emparer du pouvoir, ni même février 1917, avec des soviets constituant de fait un pouvoir parallèle à celui du gouvernement provisoire. Il n'y avait en France, en 1968, aucun embryon de dualité de pouvoir contestant au nom de la classe ouvrière, ne serait-ce que de fait, le pouvoir de la bourgeoisie, pas même au niveau des entreprises, où il n'existait des comités de grève représentatifs des travailleurs en lutte que dans un nombre infime d'entreprises. »

C'est vrai, mais ils disent cela pour faire croire que l'émergence de tels conseils était impossible. Ce faisant, LO a besoin de falsifier la réalité, et ce qu'ils falsifient, c'est l'ampleur de la paralysie du pays, du pouvoir gaulliste et de l'Etat. Ils font disparaître la possibilité, ouverte par les mobilisations ouvrières, qu'une direction révolutionnaire transforme les comités de grève en véritables organes du pouvoir prolétarien.

Mais alors qu'ils reprochent à Séguy ou Waldeck-Rochet de ne pas éclairer les travailleurs sur ce que pouvait signifier le pouvoir des travailleurs, on peut aussi constater que les travailleurs n'étaient pas plus éclairés par la presse et les tracts de VO (d'après ce que LO en a republié depuis). En effet ils concluent ce passage en expliquant le programme de VO pendant toute la période de mai-juin 1968 :

« Sur le simple plan des revendications économiques, elles auraient non seulement revendiqué des hausses de salaires

supérieures aux misérables propositions du “constat de Grenelle”, le retour immédiat aux quarante heures, mais aussi l'échelle mobile des salaires, seule manière d'empêcher le patronat de revenir par l'inflation en quelques mois sur ce qu'il avait dû concéder. Non pas en laissant au gouvernement le soin d'évaluer le rythme de l'inflation, et les corrections qui devaient en découler sur les salaires, mais en appelant les travailleurs à organiser eux-mêmes ce contrôle. »

C'est là effectivement tout le programme et toutes les revendications que l'on retrouve dans tous les tracts et articles de mai-juin 1968 de VO-LO. La seule chose qu'ils y ajoutent aujourd'hui, c'est bien sûr « le contrôle des travailleurs sur la comptabilité des entreprises pour savoir quelle était la situation exacte de celles-ci ». On peut constater que le programme de VO en 1968 est le même que celui de la CGT. Seuls les montants revendiqués pour le salaire minimum, etc., sont plus importants.

Pour nous c'est l'intervention, sur son programme, du parti révolutionnaire qui va changer la conscience des ouvriers et les arracher aux griffes des réformistes et des centristes. Ce parti sera construit par la formation de cadres et l'organisation des éléments les plus conscients de la classe ouvrière, l'avant-garde. Dans leur brochure, on voit que VO ne va expliquer la nécessité d'en finir avec le capitalisme que début juin, quand le moment le plus fort de la grève est déjà passé.

Lénine avait énoncé les bases de sa conception du parti dans son texte de 1902, *Que faire ?*, où il expliquait que « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. » Lénine se battait à l'époque contre les « économistes », comme LO, qui insistaient que les ouvriers peuvent prendre conscience de leurs tâches historiques de façon spontanée, à travers leurs luttes économiques. Et c'est cette conception économiste de VO-LO qui explique que leur programme d'intervention pendant tout mai-juin 1968 n'a jamais dépassé le cadre d'un programme de simples revendications économiques, avec quelques centimes de plus que la CGT/PCF, comme je l'ai expliqué tout à l'heure. Cela explique aussi pourquoi pour LO tout cela n'était qu'une grosse grève – comme tous les économistes ils finissent par faire porter le blâme en fin de compte aux ouvriers en disant qu'ils n'étaient pas prêts ni suffisamment conscients pour lutter pour le pouvoir, alors que c'est le rôle du parti révolutionnaire de clarifier devant la classe ouvrière sa tâche historique de fossoyeur du capitalisme, ce qui veut dire aussi combattre l'arriération sociale qui divisait la classe ouvrière selon des lignes de race et de classe, une chose qui ne préoccupait pas LO à l'époque, ni aujourd'hui.

VO et le front populaire

Confrontés aux manœuvres pour un nouveau front populaire, avec ou sans le PC, ils ont soutenu le meeting de Charléty qui était le tremplin pour un front populaire sans le PCF. *Voix Ouvrière* du 28 mai (n° 28) parle ainsi d'une manifestation de 60 000 personnes qui s'est « faite autour des mots d'ordre “gauchistes” », s'enthousiasme du mot d'ordre « Séguy, trahison » sans signaler que ces mêmes manifestants vont scander le nom de Mendès France dès qu'ils le voient.

Une des rares fois où VO aborde l'alliance du PC et de la SFIO avec la bourgeoisie (*Voix Ouvrière* n° 30, 4 juin), c'est pour rappeler que la gauche a déjà été deux fois au pouvoir, ajoutant :

« Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont même eu à eux deux la majo-

rité absolue aux élections. Mais le P.S. ne voulait pas gouverner sans le M.R.P., et le P.C.F. s'est alors rallié, au nom de l'unité, au tripartisme. Quelles raisons avons-nous de croire que cette "gauche" parlementariste qui a toujours trahi ses promesses les tiendrait aujourd'hui ? Aucune. »

VO dit qu'on n'a pas de raison de croire aux promesses du front populaire, mais en réalité la promesse du PC et du PS c'est justement de faire une alliance avec la bourgeoisie : celle-ci ne peut se faire que selon les termes de cette dernière, c'est-à-dire contre les intérêts des travailleurs. VO n'explique pas cela, parce que pour elle l'alliance de partis ouvriers avec la bourgeoisie n'est pas une question de principe ou une question de classe. Et donc, trois semaines plus tard, dans le premier numéro de *Lutte Ouvrière* (le 24 juin, après la dissolution de VO et des autres organisations, VO se reconstitue sous le nom de Lutte ouvrière), LO appelle quasi explicitement les ouvriers à voter pour ces mêmes organisations alliées aux bourgeois ou qui cherchent une telle alliance. Lors de la dernière fête de LO, François Duburg, un des dirigeants historiques de LO, s'est offusqué qu'on dise cela et l'a nié, mais voilà ce qu'ils ont publié entre les deux tours des élections législatives :

« Il est cependant vraisemblable qu'un grand nombre d'électeurs de la gauche, écartés par l'attitude du P.C.F. et de la F.G.D.S. qui ont sabordé la grève générale, se sont abstenus au premier tour. Peut-être ceux-là voteront-ils au second tour pour, malgré tout, marquer leur opposition au gaullisme de la seule façon qui soit possible dans ces élections. On verra alors remonter les voix de la gauche. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher l'U.D.R. d'avoir de nouveau une majorité à la Chambre.

« Et c'est bien dommage ! C'est bien dommage que F.G.D.S. et P.C.F. ne puissent pas accéder au pouvoir : leur véritable visage de serviteurs de la bourgeoisie apparaîtrait alors clairement aux yeux de tous. [...]

« Oui, c'est bien dommage qu'ils ne puissent accéder au pouvoir. Et s'il en est encore temps, les travailleurs, même déçus, doivent tenter de les y envoyer à l'occasion de ce second tour. Sans ill[usions sur ce que ces gens-] là seraient capables de faire une fois au pouvoir, mais simplement pour que les choses soient plus nettes et plus claires »

(C'est moi qui ai mis une ligne qui a sauté.)

Bien sûr VO n'était pas le groupe LO d'aujourd'hui qui a soutenu la contre-révolution en URSS ou en Pologne. Mais on voit déjà en filigrane le vote « sans illusion mais sans réserve » pour Mitterrand en 1981. Maintenant, depuis la destruction de l'URSS et la chute du niveau de conscience de la classe ouvrière qui a suivi la campagne sur la « mort du communisme », l'adaptation de LO les amène à embrasser ouvertement le front-populisme.

Comme je l'ai dit, les trotskystes devaient appeler à ne pas voter pour les candidats du front populaire dans ces élections, y compris pour les membres de partis ouvriers qui se présentaient sur les listes d'un front populaire bourgeois. Le numéro 5 de *Spartacist* en français de mai 1974 titrait « Pas seulement une bêtise, mais un crime », en attaquant le soutien de l'OCI (l'organisation de Pierre Lambert, prédécesseur de son nouveau « Parti ouvrier indépendant ») au candidat de l'Union de la gauche Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles de 1974. (En fait, en 1974, nous avons accordé un soutien critique à Arlette Laguiller, parce qu'elle se présentait au premier tour contre le front populaire de Mitterrand, même si nous mettions en garde par avance – et avec raison – qu'ils capituleraient probablement au deuxième tour.) En 1977,

verra alors remonter les voix de la gauche. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher l'U.D.R. d'avoir de nouveau une majorité à la Chambre.

Et c'est bien dommage ! C'est bien dommage que F.G.D.S. et P.C.F. ne puissent pas accéder au pouvoir : leur véritable visage de serviteurs de la bourgeoisie apparaîtrait alors clairement aux yeux de tous. Au gouvernement, ouvertement au gouvernement, ils ne pourraient pas abuser les travailleurs ou les jeunes en lutte, ils ne pourraient pas faire reprendre le travail comme ils l'ont fait, avec des miettes, en se parant pour mieux tromper du masque de l'opposition au régime.

Oui, c'est bien dommage qu'ils ne puissent accéder au pouvoir. Et s'il en est encore temps, les travailleurs, même déçus, doivent tenter de les y envoyer à l'occasion de ce second tour. Sans ill[usions sur ce que ces gens-] là seraient capables de faire une fois au pouvoir, mais simplement pour que les choses soient plus nettes et plus claires.

Dans son numéro 1 (26 juin 1968), *Lutte Ouvrière* appelle les travailleurs à aller voter PCF ou FGDS.

deux ans après sa fondation, la LTF est intervenue dans les campagnes électorales en appelant à s'abstenir, ou à voter pour des candidats qui se présentaient en opposition à l'alliance avec les Radicaux de gauche et en rupture avec le programme commun de gestion du capitalisme.

Lutte ouvrière et la question du parti

Dans le débat entre LO et les pablistes lors de la fête de LO de cette année, la question de l'appel de VO en 1968 pour la construction d'un parti regroupant tous les révolutionnaires a ressurgi. En effet, dans les premiers numéros de LO (après la dissolution de VO), il y a de grands éditoriaux appelant à ce que tous les « révolutionnaires » se regroupent. (Ils auraient même vu d'un bon œil la formation d'un grand PSU basé sur le meeting de Charléty – voir leur article dans le numéro du 31 mai de *Voix Ouvrière* « Une "troisième force" à gauche ? ») Leurs arguments : il y a des milliers de jeunes et d'ouvriers qui cherchent une voie révolutionnaire, mais ils sont dérouterés par la multiplicité de petits groupes ; les révolutionnaires, qu'ils soient trotskystes, maoïstes ou anarchistes, doivent se mettre ensemble, même s'ils ont des divergences, car le temps presse ; tous les révolutionnaires ont en face d'eux la bourgeoisie et les bureaucrates et étaient au coude à coude pendant les grèves même avec des divergences ; le parti devra permettre aux différentes tendances d'exister, et ce sera un devoir pour ces tendances d'exprimer publiquement leurs divergences – en un mot un parti menchévique tout en faisant référence sur ce point au parti bolchévique ! Si LO parle en permanence des « idées révolutionnaires » partagées par tous les groupes, à aucun moment elle ne dit quelles sont les divergences politiques entre ces groupes et encore moins elle ne parle du programme sur lequel ces groupes devaient se regrouper.

On peut faire un parallèle avec ce qu'a fait Trotsky dans les années 1930, en particulier de 1933 à 1938, pour la fondation de la Quatrième Internationale. Pendant toutes ces années, le combat de Trotsky se faisait sur les questions de programme, avec des questions comme la défense militaire inconditionnelle de l'URSS ou la lutte intransigeante contre le front populaire qui étaient au cœur des débats. Le résultat de ces années de luttes, dans une période de temps où des événements révolutionnaires comme 1936 en Espagne ou en France se sont déroulés, a été une base avec un programme d'acier, le Programme de transition, sur lequel la Quatrième Internationale a été fondée. On peut voir que la démarche de LO est à l'exact opposé de celle de Trotsky.

L'appel de LO était une extension du comité de liaison permanent des pablistes avec VO, créé dès le 19 mai, c'est-à-dire



Manifestation à New York contre l'interdiction des groupes de gauche français. A droite : *Spartacist* édition anglaise de septembre-octobre 1968.

dès le début de la grève. Le programme de ce comité permanent était lui aussi strictement économiste et totalement similaire à celui de la CGT : SMIC à 1000 francs, paiement des jours de grève, droits syndicaux dans l'usine, etc. Ils allaient juste rajouter, par rapport aux revendications de la CGT, un mot d'ordre de « dissolution des forces répressives de l'Etat bourgeois », un mot d'ordre réformiste utopique. Ce comité appelait déjà toutes les organisations se réclamant du trotskysme à s'y associer.

Nos camarades de la SL/U.S. ont répondu à ce comité dans l'article de *Spartacist* de 1968, reproduit dans la brochure de la LTF de 1988, et ils donnent l'essentiel des réponses :

« Cependant, l'axe sur lequel l'unité d'action VO-pablistes était basé est erroné. La déclaration conjointe appelait "toutes les organisations qui se réclament du trotskysme à s'associer à cette initiative". Les camarades de VO estiment que les événements récents constituent "le 1905 français". Rappelons-nous que la suite de la Révolution russe de 1905 fut l'unification des bolchéviks et des menchéviks ! Il fallut à Lénine plusieurs années pour rompre cette unité excessivement fraternelle. »

Et nous continuions :

« Ce qu'a mis en lumière en France la dernière trahison du PCF et de la CGT, ce n'est pas la nécessité d'un "regroupement trotskyste", mais la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire basé sur un programme bolchévique qui a fait ses preuves, et qui unira tous ceux, même s'ils viennent de tendances comme les maoïstes et les syndicalistes, qui sont pour les comités ouvriers de pouvoir. Nous espérons que VO, les bolchéviks français, n'a pas été aussi désorientée que les bolchéviks russes le furent en 1905. »

Cette dernière phrase rappelle que nous avons des relations fraternelles avec VO à l'époque. Nous les avons rencontrés en 1966 à la conférence de Londres du Comité international anti-pabliste de laquelle nous avons été exclus pour notre position que Cuba était un Etat ouvrier déformé. Nous cherchions des liens au niveau international. Pour ces relations fraternelles, nous avons fait des échanges de militants avec VO. Quand les militants que nous avons envoyés en France pour travailler avec VO-LO sont revenus aux Etats-Unis, ils avaient été gagnés aux conceptions politiques économistes de VO. Une bataille s'est déroulée dans le parti, dont vous pouvez trouver les textes centraux dans notre brochure *Lutte ouvrière : écono-*

misme et étroitesse nationale. Cette bataille était contre l'économisme de LO, donc sur la conception léniniste du parti.

Les conséquences de mai-juin 1968

Mai 68 a eu de considérables répercussions internationales. Il y a eu le « mai rampant » en Italie qui a culminé avec l'« automne chaud » de 1969, et plus tard la révolution portugaise en 1974. Dans les deux cas il manquait un parti révolutionnaire, et les situations furent trahies par les staliniens et les sociaux-démocrates avec l'aide des pseudo-révolutionnaires. Une multitude de mouvements sociaux vont se développer dans beaucoup de pays. Toute la période post-68 sera une période avec beaucoup d'agitation. Les staliniens et les sociaux-démocrates en France, tirant les leçons de 1968, créeront l'Union de la gauche sur la base du programme

commun, et ils arriveront à dévier toutes les luttes, avec l'aide des pseudo-révolutionnaires, derrière ce front populaire jusqu'à obtenir la victoire électorale en 1981.

Mai 68 a aussi largement réglé leur compte aux « théories » affirmant que la classe ouvrière n'était plus le facteur révolutionnaire dans les pays industriels avancés. Si elles étaient très répandues dans les années soixante, mai-juin 1968, avec le rôle qu'a joué la classe ouvrière, a tordu le cou à ces théories. Cela, entre autres, a permis de recruter rapidement aux Etats-Unis, ce qui a été la base pour la transformation de la SL/U.S. en groupe de propagande de combat, et nous avons pu jeter les bases pour notre extension internationale ultérieure.

Les pablistes et LO, ainsi que les lambertistes, ont notamment recruté dans la foulée de Mai 68. C'est le seul cas en Europe continentale d'organisations se disant trotskystes et regroupant plusieurs milliers de membres. C'est ce recrutement massif dans l'après-1968 qui fait qu'aujourd'hui encore ces organisations survivent avec un grand nombre de membres. Dans les années qui ont suivi, ces groupes ont évolué vers la droite sous la pression de la deuxième guerre froide et de la croisade anticommuniste qui en France était dirigée par Mitterrand. Ces organisations ont toutes soutenu les forces contre-révolutionnaires antisoviétiques dans les années 1980 et les différents fronts populaires. Leur adaptation et leur intégration au front populaire aujourd'hui est le reflet sur le terrain national de leur abandon d'une perspective révolutionnaire, qui s'est exprimée dans la question russe.

Tirer les conclusions politiques justes de mai-juin 1968 c'est comprendre que la question clé de cette situation pré-révolutionnaire, c'était la question du parti. La tâche aujourd'hui est de reforcer la Quatrième Internationale de Léon Trotsky, le parti mondial de la révolution, et d'apprendre les leçons de 1968. C'est la tâche que nous poursuivons aujourd'hui. Rejoignez-nous ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Rouillan...

Suite de la page 4

prononcer pour leur libération immédiate et la levée des inculpations !

Il ne s'agit pas là d'incompétence flagrante. Pour la LCR, ce qui compte par-dessus tout, c'est de prouver aux capitalistes, et aux anticommunistes qu'elle veut recruter, qu'elle n'a rien à voir avec la moindre entorse à la légalité bourgeoise, et elle a profité de cet incident stupide (ou de cette provocation) pour le réaffirmer, là où les marxistes en profitent au contraire pour éduquer les travailleurs sur la nature répressive de l'Etat capitaliste, son armée, ses flics, ses juges et ses matons, et comment la plus belle des démocraties n'est que le plus beau masque de la sanglante dictature de la bourgeoisie. La LCR, et son prochain avatar social-démocrate du NPA, est dédiée à la défense de l'ordre bourgeois ; ses promesses de lutter pour quelques réformes ne sont que de la poudre aux yeux des travailleurs pour les détourner de la compréhension qu'une révolution prolétarienne devra détruire l'Etat capitaliste et que les ouvriers devront établir leur propre dictature contre les capitalistes pour avancer vers une société sans classe internationale, une société communiste d'abondance pour tous. La LCR appelle tous les sept ans ou cinq ans, depuis 1974, à voter pour le candidat du front populaire aux élections présidentielles (sauf en 2002 où ils ont voté Chirac), et elle a ainsi sa part de responsabilité pour ce que ces dirigeants qu'elle a élus à la tête de l'Etat capitaliste ont commis.

Ta citation de Rosa Luxemburg, extraite d'une lettre à Henriette Roland-Holst de 1911, à une époque où Luxemburg était encore dans le SPD, soulève la question de la Révolution allemande de 1918-1923 et des causes de son échec. Nous t'envoyons à ce propos notre article paru dans *Spartacist* n° 34 sur l'échec de la Révolution allemande de 1923. Comme nous le disons dans cet article, Rosa Luxemburg et les spartakistes n'avaient scissionné qu'en 1918 de l'USPD de Karl Kautsky (une scission datant de 1916 du SPD), qui avait été social-pacifiste et non internationaliste pendant la guerre. Le Parti communiste allemand (KPD) ne fut fondé que le 31 décembre 1918, et Rosa fut assassinée deux semaines plus tard sur ordre de la social-démocratie. La scission avec la social-démocratie avait été tardive, et, comme nous le disons dans cet article, « l'histoire allait montrer par la suite

combien la scission d'avec Kautsky était incomplète au niveau du programme et de la théorie ». Cela aboutit à l'échec de la Révolution allemande en 1923.

A l'opposé, les bolchéviks de Lénine, qui avaient scissionné dès 1903 des menchéviks, et rompu définitivement avec eux en 1912, dirigèrent la Révolution russe. Si un « mauvais parti » est un obstacle à la révolution, ce serait encore insulter la mémoire du renégat Kautsky, qui était avant sa trahison pendant la guerre l'exécuteur testamentaire d'Engels et l'auteur de plusieurs ouvrages marxistes d'une certaine valeur (par exemple *la Question agraire*), que de le comparer au nain social-démocrate Olivier Besancenot.

Sans même citer Lénine à la clarté impitoyable, nous voudrions citer un article de Rosa de 1916 (« La politique de la minorité social-démocrate », traduit par nos soins), après la scission avec le SPD. Malgré ses faiblesses, on y sent la révolution qui souffle, balayant d'un coup les bredouillements « anticapitalistes » d'un Besancenot :

« Oui, l'unité rend fort, mais l'unité d'une ferme conviction interne, non pas l'accouplement externe, mécanique, d'éléments qui en soi tirent dans des sens opposés. Ce n'est pas dans le nombre que se trouve la force, mais dans l'esprit, dans la clarté, dans la force d'agir qui nous anime. Comme nous semblons être forts, comme nous nous targuons de nos quatre millions de partisans avant la guerre, et comme pourtant notre force s'est brisée, effondrée à la première épreuve, comme un château de cartes ! Ici aussi il s'agit de tirer les leçons des déceptions que nous avons vécues, et de ne pas retomber dans les vieilles erreurs ! Si nous voulons faire front avec énergie contre le cours dominant des instances officielles du parti [le SPD], contre la majorité de la fraction, alors il faut avoir une politique claire, conséquente, énergique, alors il ne faut pas regarder à droite ou à gauche, mais nous devons nous grouper derrière un drapeau bien visible, comme le font justement les principes directeurs [rédigés par Rosa Luxemburg et publiés en annexe de sa "brochure de Junius"] honnis par Ledebour et ses camarades [de l'USPD dont faisait pourtant alors partie Rosa Luxemburg]. A bas les demi-mesures et les flottements ! Bien garder le but devant les yeux, et prendre la lutte de classe sur toute la ligne, sans ménagement, dans l'esprit de l'Internationale ! Voici notre tâche, voici le terrain sur lequel nous nous rassemblons. Celui qui veut sérieusement et honnêtement la renaissance du socialisme viendra bien à nous ; si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain. »

Salutations communistes,
Marc Guétier

SNCF...

Suite de la page 2

s'apprêtent une fois encore à partir en grève, le gouvernement cherche à fabriquer un nouvel « ennemi intérieur » qui viendra s'ajouter à ses autres épouvantails – les prétendus « réseaux pédophiles internationaux » inventés dans le fiasco judiciaire d'Outreau, ou les intégristes islamiques. Tout ceci sert à détourner l'attention de la brutalité quotidienne de cette société capitaliste malade, de son Etat et de ceux qui le dirigent.

Ne nous faisons pas d'illusions. Si un gouvernement so-disant « de gauche » était aujourd'hui au pouvoir, il mènerait une politique raciste et anti-ouvrière similaire. Sous le gouvernement de la « gauche plurielle » de Jospin-Buffet, les pouvoirs de la police ont été considérablement accrus par la « Loi sur la sécurité quotidienne » adoptée en 2001. Après le 11 septembre 2001, ce gouvernement, comme tous les gouvernements capitalistes partout dans le monde, avait cherché

à exploiter l'hystérie antiterroriste pour serrer la vis à la population tout entière, et en premier lieu contre la classe ouvrière. Il est aussi frappant de constater que dans cette affaire la gauche institutionnelle et l'extrême gauche « officielle » sont jusqu'ici restés silencieux, ou ont refusé de prendre la défense des personnes accusées. Nous disons : A bas les lois antiterroristes ! A bas Vigipirate ! A bas l'hystérie antiterroriste orchestrée par l'Etat !

Il est impératif que le mouvement ouvrier tout entier, et tout particulièrement les syndicats de cheminots, dénoncent cette attaque sinistre et prennent la défense de Julien Coupat et de ses camarades. C'est la classe ouvrière qui a le pouvoir social de stopper la production, les transports et les communications, et avec eux le flot de profits des brigands capitalistes et de leur Etat. Cette puissance doit être mobilisée en défense de Julien Coupat et de ses camarades. **Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Libérez Julien Coupat et ses camarades ! Levée des inculpations !** ■

Lettre

Le marxisme et l'armée

Nous reproduisons une lettre du 16 juin 2008 reçue du Pays basque et traduite par nos soins, avec la réponse du Bolchévik.

* * *

Félicitations pour avoir adopté votre nouvelle ligne sur les postes exécutifs de l'Etat bourgeois. Par contre je suis en désaccord sur votre article dans le *Bolchévik* n° 183 sur l'armée et la police.

L'armée ne peut se scissionner selon des lignes de classe que si c'est une armée de **conscription**. Le caractère de classe d'une armée professionnelle (comme l'armée espagnole) a la même nature de classe que la police.

Une armée professionnelle ne peut pas être scissionnée, une armée de conscription, si. Cette nuance est fondamentale.

* * *

Paris, le 16 septembre 2008

Cher I.,

Je réponds tardivement à la note que tu avais envoyée en juin, à propos du *Bolchévik* n° 183.

Dans cette note, tu te disais en désaccord avec notre position sur l'armée, faisant référence à l'article « Grande-Bretagne : des "socialistes" qui s'entichent de flics et de matons », dans lequel nous disions :

« Dans une situation révolutionnaire, les marxistes cherchent certainement à scissionner l'armée selon les différentes classes qui la composent, à gagner les "ouvriers (et paysans) en uniforme" aux côtés du prolétariat révolutionnaire. Mais, faisant de la lèche au Socialist Party, la BT obscurcit volontairement le gouffre qui sépare les soldats, qui sont utilisés comme chair à canon dans les guerres des capitalistes, et les flics qui s'engagent pour casser des grèves et les os des jeunes d'origine immigrée. »

Je voudrais rappeler la position fondamentale des marxistes : l'armée, avec la police, les matons, les juges, représente l'Etat bourgeois. Ce sont les bandes d'hommes armés chargées de protéger la petite minorité qui détient les moyens de production face à l'immense majorité de ceux qui n'ont rien sinon leur force de travail à vendre (les prolétaires) et tous les opprimés.

Aussi, que l'armée bourgeoise soit de conscription ou professionnelle, nous continuons de faire nôtre le mot d'ordre de Wilhelm Liebknecht : **Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise !** Cependant, les contradictions de classe se maintiennent au sein de l'armée bourgeoise. La police est pour le maintien de l'ordre intérieur, en clair la répression de la classe ouvrière et des minorités. Ceux qui s'y engagent le savent parfaitement. L'armée est officiellement pour « la défense de la patrie » ou « la défense de la nation », ce qui explique qu'une armée peut être une armée de conscription, mais qu'il n'y a pas de « police de conscription ». C'est cette différence qui fait que des contradictions peuvent apparaître au sein de l'armée, y compris d'une armée professionnelle, entre les officiers (qui savent clairement qu'ils peuvent aussi être appelés à maintenir l'ordre intérieur) et les soldats. On peut résumer cette différence dans le fait que le travail des soldats est de tuer **et d'être tués** alors que le travail des flics est de **ne pas** être tués.

On peut se rendre compte de cette contradiction en France, où l'armée est aussi une armée professionnelle, dans le fait que des jeunes de banlieue, qui sont confrontés à des taux de

chômage très élevés, se tournent plus facilement vers l'armée pour s'engager et survivre (avec la promesse d'une formation pour un métier dans le monde civil après leur « service » – ingénieur, cuisinier, etc.) plutôt que de s'engager dans la police et de se retrouver à taper sur leurs (ex) camarades. Ceci revient à une **conscription économique** dans les faits. Pour trouver leur chair à canon les impérialistes se tournent vers les jeunes pauvres, ce qui fait que les minorités y sont représentées de façon disproportionnée, et cette présence représente un talon d'Achille pour la classe dirigeante. Nous l'avions entraperçu lors de la guerre des Balkans de 1999 où le porte-avions d'où partaient les bombardiers français, selon certaines rumeurs, avait été obligé de rebrousser chemin à la suite d'une mutinerie de jeunes d'origine maghrébine.

Les révolutionnaires cherchent à exacerber ces contradictions de l'armée – qu'elle soit de conscription ou professionnelle –, par exemple en s'opposant à toute discrimination raciale, de classe ou sexuelle en son sein. En exploitant ces contradictions, les révolutionnaires seront capables, dans une période révolutionnaire, de la scissionner. **Nier par avance la possibilité de la scissionner, c'est mettre en question la possibilité pour la classe ouvrière d'avoir le dessus au moment de l'insurrection.**

Cette question doit être examinée concrètement selon les cas. En France, la gendarmerie, théoriquement un corps militaire qui jusqu'à présent dépendait du ministère de la guerre, est en réalité un corps de police encaserné, et il est d'ailleurs en cours de rattachement au ministère des flics. N'ayant pas de section en Espagne, nous ne sommes pas très au courant de l'état des différentes forces en armes dans ce pays. Toutefois, il nous semble que la Guardia Civil est sous de nombreux égards un équivalent de la gendarmerie française, pas de l'armée proprement dite. Pour beaucoup elle représente l'héritage honni du franquisme, du coup d'Etat de Tejero en 1981 à la répression contre les nationalistes basques.

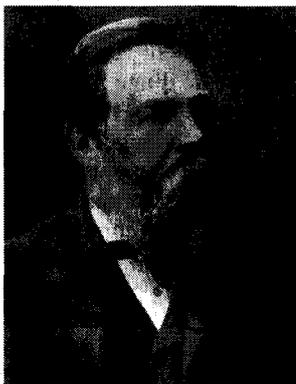
Un autre exemple, extrême, a été donné par la Reichswehr de la République de Weimar. Comme nous l'expliquons dans *Spartacist* n° 34, c'était « une armée constituée uniquement de volontaires extrêmement motivés dont beaucoup provenaient des rangs des Freikorps [...]. Scissionner l'armée n'était donc pas facile, mais, du fait de sa faible taille (elle était limitée à 100 000 hommes d'après les termes du traité de Versailles), elle n'était guère plus qu'une force de police de bonne dimension. Ce ne serait pas une force [armée] adéquate pour écraser une insurrection prolétarienne nationale menée avec détermination. »

Là où la conscription existe, nous refusons les sursis ou autres faveurs pour l'éviter. Nous ne sommes pas volontaires pour les forces armées bourgeoises, mais quand ils sont appelés, nos camarades font leur service avec le reste de leur génération, en cherchant à éduquer les soldats et à les gagner à notre point de vue révolutionnaire et contre leur propre bourgeoisie. Sur les campus, comme tu as pu le voir dans le même numéro du *Bolchévik*, nous luttons contre le recrutement effectué par le corps des officiers.

J'espère que cette lettre te donnera suffisamment d'arguments pour réfléchir et changer ta position.

Reçois nos salutations communistes,
Henri-François

1878 : Friedrich Engels sur les crises capitalistes



La crise économique mondiale menace les conditions de vie d'innombrables personnes. Les réformistes à la PCF, LO ou LCR/NPA répandent l'illusion que si seulement le capitalisme agissait de façon suffisamment sociale et qu'il étatsait plus ou moins complètement les banques, alors on pourrait « réguler » le capitalisme. Mais l'Etat n'est rien d'autre que le comité exécutif de la classe capitaliste, qui,

avec l'armée, la police et la justice a pour but de défendre la propriété privée des moyens de production. L'appropriation sociale des moyens de production exige le renversement de l'Etat capitaliste au cours d'une révolution ouvrière, établissant la dictature du prolétariat pour écraser la résistance de la bourgeoisie, étendre internationalement la révolution et avancer vers une société communiste sans classes à l'échelle de la planète tout entière. Il y a maintenant 130 ans Friedrich Engels, qui était avec Karl Marx le fondateur du socialisme scientifique, avait décrit l'essence des crises capitalistes.

* * *

En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs satellites plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un *steeple chase* complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition. Voilà ce que nous n'avons pas vécu moins de cinq fois déjà depuis 1825, et ce que nous vivons en cet instant (1877) pour la sixième fois. Et le caractère de ces crises est si nettement marqué que Fourier a mis le doigt sur toutes en qualifiant la première de crise pléthorique.

On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie ; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus sens dessous. La collision économique atteint son maximum : **le mode de production se rebelle contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes.**

Le fait que l'organisation sociale de la production à l'intérieur de la fabrique s'est développée jusqu'au point où elle est devenue incompatible avec l'anarchie de la production dans la société, qui subsiste à côté d'elle et au-dessus d'elle – ce fait est rendu palpable aux capitalistes eux-mêmes par la puissante concentration des capitaux qui s'accomplit pendant les crises au prix de la ruine d'un nombre élevé de grands capitalistes et d'un nombre plus élevé encore de petits capitalistes. L'ensemble du mécanisme du mode de production capitaliste refuse le service sous la pression des forces productives qu'il a lui-même engendrées. Le mode de production ne peut plus transformer cette masse de moyens de production tout entière en capital ; ils chôment, et c'est pourquoi l'armée de réserve industrielle doit chômer aussi. [...]

Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. [...]

Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme, qui jusqu'ici dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. [...]

Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien.

– F. Engels, *Anti-Dühring* (1878) ■

Crise capitaliste...

Suite de la page 1

profits sur l'exploitation toujours plus agressive de leurs néo-colonies, en Afrique notamment, ainsi que sur des attaques redoublées contre les travailleurs dans les usines et sur le démantèlement des services sociaux comme l'éducation et la santé à bas coût et des retraites. Ce sont ces défaites matérielles, dans le monde réel, qui se reflètent idéologiquement dans l'acceptation aujourd'hui, même par les couches politiquement les plus avancées du prolétariat, que soi-disant le communisme serait mort. L'idée même que l'on puisse parvenir à une société communiste débarrassée des classes sociales et où les besoins matériels de l'humanité seraient satisfaits, cette idée est considérée peut-être avec sympathie, mais en tout cas comme irréalisable et utopique. La destruction de l'URSS est vécue comme la preuve qu'en réalité le communisme ne marcherait pas.

Dans chaque manifestation nous rencontrons des militants qui nous expliquent, parfois gentiment, que nous sommes des rêveurs et qu'eux en sont revenus de ces belles idées ; en réalité ce sont eux les impressionnistes qui, sous le poids des défaites, dénoncent la théorie même du socialisme scientifique. Du fait même de l'exploitation capitaliste il y aura un renouveau des luttes de la classe ouvrière, et ces luttes constituent la base objective pour la régénération du marxisme en tant que théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Comme nous le disons dans notre déclaration de principes :

« C'est donc la tâche du parti révolutionnaire de transformer le prolétariat en une force politique à la hauteur de sa tâche, en lui inculquant la conscience de sa situation réelle, en l'instruisant sur les leçons historiques de la lutte de classe, en le trempant par des luttes de plus en plus profondes, en détruisant ses illusions, en armant sa volonté révolutionnaire et sa confiance en lui-même, et en organisant le renversement de toutes les forces qui font obstacle à la conquête du pouvoir. »

Notre tâche, en ce point bas de la lutte de classe révolutionnaire, est de maintenir un programme révolutionnaire pour être prêts, lorsque le flot de la lutte de classe remontera, à lutter pour la direction de la classe ouvrière et pour la conduire à la victoire dans une révolution socialiste. Ce n'est pas chose facile de maintenir un programme révolutionnaire dans cette période postsoviétique réactionnaire. Je vous invite à lire ou relire l'article sur notre dernière conférence internationale paru dans le nouveau numéro de notre revue internationale *Spartacist*. Maintenir un programme révolutionnaire ne veut pas dire rester purs et durs dans notre tour d'ivoire et en dehors du temps, cela veut dire intervenir dans les luttes sociales avec ce programme. Les marxistes comprennent que nous ne pouvons connaître le monde que dans la mesure où nous agissons pour le transformer.

Bureaucratie syndicale et protectionnisme

La faiblesse de nos forces limite notre capacité à connaître le monde. Mais nous savons que les organisations comme Lutte ouvrière (LO), LCR-NPA, Parti de gauche, Parti socialiste, Parti communiste, etc., sont des obstacles à la lutte pour la révolution socialiste. Le réformisme de ces organisations reflète le fait qu'elles sont le pendant au niveau politique de la bureaucratie syndicale, qui elle-même s'appuie sur les couches supérieures d'ouvriers relativement privilégiés qui ont d'habitude un emploi stable, des papiers d'identité en règle, et aussi le plus souvent un sexe masculin. La bourgeoisie, notamment dans un pays impérialiste comme la France,

Réunion nationale
des comités NPA
le 28-29 juin : la
LCR sur les traces
du PCF chauvin
qui demandait
dans les années
1980 « produisons
français ».



Rouge

jette quelques miettes à ces travailleurs, quelques menus privilèges pour leur faire croire qu'ils auraient objectivement un intérêt à défendre le capitalisme français contre ses rivaux.

C'est cela qui explique la réaction des réformistes à la crise économique. Ils se sont précipités au chevet de leur propre capitalisme national lorsque la crise financière a éclaté. Face aux fermetures d'usines et aux plans de licenciements, on voit de plus en plus nettement une montée du protectionnisme et du chauvinisme national, qui signifie faire bloc avec sa propre bourgeoisie nationale ou européenne pour protéger l'accès de celle-ci au marché local contre ses concurrents. Au nom de la défense de l'industrie locale les ouvriers ici sont ainsi mobilisés contre les ouvriers des pays tiers – et détournés de la lutte de classe contre leurs propres exploités. Ainsi, les articles protectionnistes se multiplient dans *l'Humanité* contre les délocalisations.

La LCR n'est pas mieux : suite à une réunion des comités NPA en juin dernier, *Rouge* avait publié une photo proéminente d'un délégué au T-shirt « N'achetez plus les stylos Reynolds – Désormais fabriqués en Chine » (*Rouge*, 3 juillet). Reynolds, c'est l'une des luttes emblématiques de la LCR où ils sont impliqués. Avec ce genre de mots d'ordre la LCR prône l'unité avec la bourgeoisie française contre les travailleurs chinois. Comme nous l'expliquons dans l'article du dernier *Spartacist* que j'ai mentionné :

« Pour la bourgeoisie, le protectionnisme et le "libre-échange" sont des options à discuter. Pour le prolétariat, choisir le protectionnisme c'est rejeter le programme de l'internationalisme, c'est-à-dire renoncer à la révolution. La seule solution aux crises que produit le capitalisme, c'est une économie socialiste planifiée au niveau international. »

Face aux fermetures d'usines, la classe ouvrière doit évidemment se défendre. Mais nous n'avons aucune recommandation à faire aux capitalistes sur s'ils doivent investir et exploiter des travailleurs ici ou ailleurs. Comme le disait Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*, « les ouvriers n'ont pas de patrie ». Voici un exemple du contraire : au début de l'année les bureaucrates syndicaux de chez Renault n'ont presque rien fait pour soutenir la grève combative des ouvriers roumains de Dacia, à part une petite collecte parmi les travailleurs. La seule façon pour la classe ouvrière de se défendre internationalement contre les patrons qui cherchent à jouer les ouvriers d'un pays contre un autre est de lutter pour des salaires et des conditions de travail égaux par-delà les frontières, pour la solidarité de classe internationale.

Cette question du protectionnisme est d'autant plus importante que ce genre de politique se place dans le cadre de rivalités interimpérialistes croissantes pour le repartage des marchés, qui en général d'un point de vue historique se résolvent

par des guerres. Au début de la Première Guerre mondiale, la Deuxième Internationale, l'internationale des partis ouvriers de l'époque, a montré sa faillite : presque chaque section avait soutenu sa propre bourgeoisie dans la boucherie impérialiste dès le début de la guerre en août 1914. Les bolchéviks russes de Lénine constituaient pratiquement la seule exception, ils ont dénoncé la faillite de la Deuxième Internationale et trois ans plus tard ils ont dirigé la Révolution russe puis fondé la Troisième Internationale.

Avec la montée du chauvinisme et du protectionnisme la classe ouvrière doit se préparer à une montée de la terreur raciste dont le but est de diviser et d'affaiblir le prolétariat en dressant les travailleurs « français français » contre tous les autres, comme si, du fait de la couleur de leur peau ou de leur passeport, ils avaient davantage en commun avec leurs propres exploités qu'avec leurs frères de classe immigrés ou « non blancs ». La classe ouvrière doit lutter pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici**, c'est-à-dire pas seulement des autorisations de séjour d'un mois ou d'un an qui permettent à la préfecture et aux patrons de continuer à agiter le spectre de la déportation et, en attendant, d'exploiter les travailleurs à fond. Elle doit lutter contre les rafles et les déportations de sans-papiers. Elle doit lutter contre toutes les formes de discrimination ethnique ou raciale qui sont omniprésentes sur le lieu de travail, dans l'éducation, dans les offices de HLM ou dans les boîtes de nuit.

Dans des pays d'Europe du Sud comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce, qui sont des pays d'immigration récente, la bourgeoisie se prépare à des déportations massives. 100 000 Polonais immigrés récemment en Grande-Bretagne auraient déjà quitté le pays. En France les frontières sont fermées depuis des années à l'exception d'une mince couche d'immigration familiale ; le nombre de non citoyens français présents en France stagne depuis une trentaine d'années autour de 3 à 3,5 millions de personnes, il est aujourd'hui plus faible qu'en 1982. La part des immigrés dans la population en France est plus ou moins constante depuis plus de 30 ans maintenant. Ce qui est posé pour le mouvement ouvrier c'est de lutter contre la discrimination raciste qui vise les descendants, en général citoyens français, des immigrés considérés comme ayant la peau foncée venus principalement d'Afrique de l'Ouest et du Nord, des Caraïbes, de la Réunion et de Turquie. Ces nouvelles générations, comme celles de leurs pères et grands-pères auparavant, forment une composante importante de la classe ouvrière industrielle, dans les usines automobiles par exemple. Il y a trois ans, lors de la révolte des banlieues, nous avons lutté pour que le mouvement ouvrier défende les jeunes contre la terreur raciste des flics. Pendant ce temps le PCF et LO soutenaient le rétablissement de « l'ordre » par les flics de l'Etat capitaliste français. Et cette question conserve toute son acuité tandis qu'on ne compte plus les jeunes tués alors qu'ils fuyaient une rafle policière dans les quartiers populaires.

Il faut avancer un programme pour la survie même du prolétariat menacé par les licenciements en masse, les baisses de salaires, les déportations racistes, les expulsions locatives, etc. Nous luttons pour une **échelle mobile des salaires et des heures de travail**, ce qui veut dire qu'il faut partager le travail entre toutes les mains ouvrières sans perte de salaire. Contre le licenciement des intérimaires, qui sont le plus souvent des



Pierre Trovati

Clichy-sous-bois, le 27 octobre : manifestation en souvenir de Zyed Benna et Bouna Traoré, morts alors qu'ils étaient poursuivis par la police en 2005. Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !

femmes, des immigrés ou des jeunes de banlieue, il faut lutter pour leur embauche à plein temps et avec le même statut que les autres travailleurs, ce qui doit être lié à une campagne massive pour les organiser dans les syndicats. Il faut un plan massif de reconstruction des banlieues, que ce soit des logements décentes ou la modernisation d'un système de transport de plus en plus décrépit. Evidemment Bouygues dira qu'un tel plan ne lui rapporte rien, et la direction de Renault dira qu'elle ne peut de toutes façons pas vendre ses voitures. Mais pour les travailleurs le point de départ ne doit pas être ce qui est possible sous le capitalisme, mais ce qui est nécessaire pour assurer la survie du prolétariat. Comme le disait Trotsky, le dirigeant avec Lénine de la Révolution russe de 1917, puis de l'Opposition de gauche internationale qui s'est battue contre les traîtres staliniens pour restaurer les principes révolutionnaires, prolétariens et internationalistes qui avaient animé la révolution d'Octobre :

« C'est une question de vie ou de mort pour la seule classe créatrice et progressiste et, par là même, c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications que font surgir de façon inéluctable les maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Les revendications que nous mettons en avant doivent ainsi servir, non pas simplement à essayer d'améliorer de façon éphémère le sort des travailleurs dans cette période de crise, mais à montrer de façon de plus en plus nette que la seule issue pour mettre en œuvre ces revendications indispensables, c'est de lutter pour renverser tout ce système agonisant par une révolution ouvrière. Les attaques actuelles montrent que tous les acquis des travailleurs, obtenus de haute lutte, sont toujours réversibles tant que le capitalisme existera. Nous luttons pour construire le parti léniniste d'avant-garde qui est indispensable à la victoire, comme l'a montré la Révolution russe. Pendant ce temps nos opposants prêchent qu'on pourrait même « interdire les licenciements », un mécanisme fondamental du capitalisme comme on peut le voir en ce moment, sans renverser tout le système.

Les réformistes et le keynésianisme

De Sarkozy à Besancenot, tout le monde parle aujourd'hui face à la crise du retour du rôle régulateur de l'Etat. On parle

de la faillite du monétarisme et du retour en grâce de Keynes. Le keynésianisme est généralement associé à la politique du New Deal du démocrate Franklin Roosevelt dans les Etats-Unis des années 1930, qui soi-disant aurait sorti le pays de la crise en pratiquant une politique de grands travaux avec pour effet de réduire le chômage et d'augmenter les salaires. C'est une mystification. Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* en 1938 :

« La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a déjà pu montrer que la politique du New Deal aux Etats-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue qui permette de tirer l'économie de son impasse. »

En fait la crise a duré toute la décennie. Encore en 1938 il y avait eu une nouvelle dépression. Ce qui a vraiment sorti les Etats-Unis de la crise c'est un programme de grands travaux d'un genre particulier, qui a fait revenir la confiance en l'avenir, donc le crédit et l'expansion capitaliste : des cuirassés, des bombardiers, des chars, des transporteurs de troupes, et des bombes atomiques. Et ces armes ont toutes été utilisées lors de la Deuxième Guerre mondiale pour asseoir la domination mondiale de l'impérialisme américain, sous la direction des démocrates de Roosevelt et Truman. C'est à cela qu'a servi l'unité nationale derrière le New Deal de Roosevelt.

Aujourd'hui l'impérialisme américain est en déclin ; l'énorme machine militaire américaine, plus considérable que toutes les autres armées impérialistes réunies, est en contradiction avec la décrépitude de l'appareil de production américain, en comparaison avec l'industrie japonaise ou allemande. Cela annonce de nouvelles luttes pour un repartage du monde plus en rapport avec les forces relatives de chaque nation capitaliste-impérialiste, des luttes qui en dernier ressort ne peuvent être décidées que dans une nouvelle conflagration mondiale qui risque d'anéantir l'humanité, si le prolétariat ne peut arrêter par une révolution la main de ces docteurs Fola-mour avant qu'il ne soit trop tard.

Le devoir des révolutionnaires est de s'opposer à leur propre impérialisme et à ses exactions à l'extérieur. Nous exigeons le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, du Liban, de toute l'Afrique et du reste du monde. C'est à contraster avec la LCR où le PCF qui, lorsqu'ils parlent des troupes impérialistes françaises à l'étranger, le font souvent pour dénoncer leur subordination aux Américains, et non sur le fait qu'elles commettent leurs déprédations au service de la bourgeoisie française et de ses systèmes d'alliances. Le pire exemple à ce propos c'était le Liban, une création artificielle de l'impérialisme français. Marie-George Buffet avait carrément accompagné Sarkozy en soutien à Beyrouth en juin dernier. Le fait qu'aujourd'hui les réformistes soient déjà ouvertement du côté de leur propre bourgeoisie montre où ils seront lorsque les rivalités interimpérialistes s'aggraveront avec l'approfondissement de la crise.

Défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution !

En ce qui concerne l'affaire Reynolds dont je parlais, il y a un autre aspect. La production de ces stylos a été délocalisée en Chine, c'est-à-dire dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Je n'ai pas le temps ici de développer beaucoup la question de la Chine [voir notre article en dernière page]. Je dirai simplement que le noyau de l'économie demeure collectivisé : la bourgeoisie chinoise a été expropriée en tant que classe dominante, dépossédée de sa mainmise privée sur les moyens de production, suite à la



sans crédit

Le PCF derrière « son propre » impérialisme : Sarkozy à Beyrouth en juin dernier, avec dans ses bagages Marie-George Buffet (au fond), pour saluer le nouveau président libanais, le général Sleimane.

Révolution, de 1949. C'est cela que nous défendons contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne pour remplacer le régime arbitraire de la bureaucratie stalinienne nationaliste par une démocratie ouvrière véritable basée sur une politique d'internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Ceci dit il y a aujourd'hui une pénétration capitaliste en Chine continentale plus importante qu'elle n'avait jamais été en URSS avant la contre-révolution de 1991-1992. L'économie chinoise est aujourd'hui beaucoup plus intégrée à l'économie mondiale qu'en 1997 lors de la crise économique en Asie, qui avait largement épargné la Chine ; cette fois-ci ce sera plus difficile, d'autant que la crise est maintenant mondiale et qu'elle affecte notamment les Etats-Unis qui absorbent une quantité importante d'exportations chinoises. La victoire de Barack Obama, qui a été assurée non seulement grâce au soutien de Wall Street mais aussi grâce à celui de la bureaucratie syndicale américaine, annonce une montée brutale du protectionnisme aux USA, visant notamment la Chine. On le voit aussi en France avec l'hostilité croissante contre les importations de jouets chinois.

LO et la LCR prétendent que la Chine est capitaliste, mais en avril dernier, quand il y a eu la campagne anticommuniste pour le « Tibet libre », ils ont repris leurs habits de combattants de la guerre froide des années 1980 quand ils soutenaient toutes sortes de réactionnaires anticommunistes qui visaient l'Union soviétique, des mollats de la CIA en Afghanistan aux cléricaux-réactionnaires catholiques de Solidarnosc. D'ailleurs Sarkozy doit rencontrer le dalaï-lama le 6 décembre en Pologne, où ils se déplaceront tous deux pour honorer le dirigeant de Solidarnosc Walesa.

Nous avons défendu l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré soviétique, et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. En RDA [Allemagne de l'Est] nous avons jeté nos forces internationalement pour intervenir dans la révolution politique naissante contre la bureaucratie stalinienne qui était en pleine déconfiture et a fini par livrer la RDA à l'impérialisme allemand en 1990. Nous étions les seuls à lutter pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne sur une base socialiste, contre une réunification capitaliste. Prenez au contraire

Daniel Bensaïd, l'intello en chef de la LCR. Dans son autobiographie parue en 2004, *Une lente impatience*, Bensaïd dit ouvertement dans son style inimitable de philosophe et de contre-révolutionnaire :

« Champagne, pour célébrer la mort d'un cadavre dont la décomposition corrompait depuis longtemps l'atmosphère. Alka-Seltzer, parce que les gravats du mur ne nous épargneraient pas. »

Et un peu plus loin :

« Ce n'est pas une raison, bien sûr, pour regretter un vieux temps qui n'avait pas grand-chose de bon et un système social qui ne constituait en rien un modèle enviable. Empoisonné ou poignardé par la contre-révolution bureaucratique des années trente, l'idéal révolutionnaire avait connu une lente agonie. Pour qu'il devînt possible de recommencer, il fallait d'abord qu'elle parvînt à son terme. »

14 ans après la restauration du capitalisme, Bensaïd ne regrettait toujours rien, et n'avait toujours rien appris alors que la classe ouvrière est-allemande ne s'est toujours pas remise de la destruction de ses acquis. Quant à LO ils s'étaient prononcés pour la réunification inconditionnelle, c'est-à-dire capitaliste, de l'Allemagne, prétendant qu'« elle donnera au moins les avantages de la liberté de parole [...] ». Car l'Allemagne de l'Est s'intégrerait dans un pays qui a, au moins provisoirement, les moyens économiques d'assurer un système plus démocratique » (brochure du 10 novembre 1989 dans la série « Exposés du Cercle Léon Trotsky »).

Il n'est donc pas étonnant que LO ou la LCR hurle à nouveau avec les loups impérialistes, cette fois-ci contre l'Etat ouvrier déformé chinois. Nous défendons au contraire la Chine, de même que le Vietnam, Cuba ou la Corée du Nord, contre l'impérialisme et la contre-révolution.

« Plan d'urgence » à la NPA ou LO : programme minimum dans le cadre du capitalisme

Le journal de la LCR proclamait le 9 octobre, au plus fort de la crise financière : « Il n'y a donc pas lieu de s'opposer, sur le principe, au sauvetage des banques. » La LCR mégote simplement sur les conditions de ce sauvetage, revendiquant des sièges dans les conseils d'administration capitalistes pour les bureaucrates syndicaux, en enrobant cela avec quelques prêches sur le « contrôle ouvrier » (voir notre supplément sur la crise paru en octobre). Quant à leur revendication de l'expropriation des banques par l'Etat (capitaliste), l'assureur américain AIG a été dans les faits exproprié par le ministre des Finances de Bush, Henry Paulson. Le véritable programme de la LCR est de toutes façons nettement plus modeste, comme le montre la déclaration suivante parue dans *Rouge* le 23 octobre :

« des collectifs citoyens pourraient suggérer aux élus de leur conseil municipal de réclamer aux banques qui auraient été de mauvais conseil des "gestes commerciaux", afin de réduire les charges financières excessives et injustifiées de leur commune. »

Certaines de leurs « recettes » pour combattre la récession semblent directement recopiées des discours de Sarkozy, comme par exemple « subordonner le système financier aux besoins de l'économie réelle. Pour cela, il faut rétablir, par Etat ou si possible par grandes régions (Europe, Amérique latine...), un contrôle des mouvements de capitaux » ou « obliger les banques centrales à orienter leur action dans le sens d'un soutien de l'activité » (*Rouge*, 13 novembre).

Le PCF et Lutte ouvrière ont au fond le même programme de nationalisation du système bancaire par l'Etat capitaliste ;

la seule chose qui distingue LO du PC et de la LCR c'est que LO prétend ces derniers temps se placer dans la tradition du *Programme de transition* de Trotsky en citant ce que Trotsky écrit sur l'expropriation des grands monopoles capitalistes comme les banques. Voici en réalité ce que Trotsky y écrivait :

« Ce qui distingue ces revendications du mot d'ordre réformiste volontairement flou de "nationalisation", c'est que :

- 1) Nous excluons le rachat ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, tout en prônant la nationalisation, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan. »

J'attire votre attention sur le 2) et le 3). Trotsky s'est toujours battu avec acharnement contre la politique de collaboration de classes où des organisations réformistes, basées sur la classe ouvrière, font un bloc politique pour gérer le capitalisme avec des représentants attirés de la bourgeoisie — que ce soit dans les années 1930 les Radicaux ou aujourd'hui des Radicaux de gauche, des Verts ou des chevènementistes. Le fait que les réformistes s'attachent à un tel bloc avec ces partenaires bourgeois leur sert à la fois de garantie vis-à-vis de la bourgeoisie qu'ils vont gérer loyalement le capitalisme, et de paravent vis-à-vis de leur propre base pour justifier leurs trahisons par la nécessité de faire une alliance large avec des « progressistes » et les concessions qui vont avec. C'est pourquoi les marxistes s'opposent irrémédiablement à toute alliance politique avec des politiciens capitalistes. L'indépendance de classe face aux organisations bourgeoises était fondamentale pour les bolchéviks, et elle a été une condition essentielle pour la victoire de la Révolution russe.

De telles alliances, on les appelle depuis les années 1930 des « fronts populaires » : en 1936 le PCF a trahi au nom du Front populaire avec le Parti radical la possibilité d'une révolution ouvrière. Plus récemment il y a eu la « Gauche plurielle » de Jospin, Buffet et Voynet. En général on pense au PS et au PCF qui sont des partis de masse mais Lutte ouvrière et la LCR ont les mêmes principes politiques de collaboration de classes ; lors des élections municipales au début de cette année il y a eu toute une série de fronts populaires locaux où par exemple Lutte ouvrière s'est fait élire sur la liste du maire sortant chevènementiste de Belfort. La LCR s'est fait élire aussi sur de telles listes, comme à Gentilly sur une liste PCF comprenant des Radicaux de gauche. En ce sens, pour reprendre l'expression de Trotsky dans le *Programme de transition*, LO et la LCR ne sont que des « charlatans du Front populaire ».

Depuis 35 ans la LCR n'a jamais manqué de soutenir le front populaire au deuxième tour des élections (si l'on excepte l'anomalie des présidentielles de 2002 où la LCR avait appelé à voter Chirac), y compris quand le front populaire s'élargit au MoDem, comme aux dernières municipales où ils ont voté à Marseille pour les bourgeois de droite du MoDem alliés au PS, au PC et aux bourgeois de gauche. Besancenot a beau prendre des airs d'« indépendance » par rapport au PS, il ne manque jamais de faire appel à l'union dans les luttes de toutes les forces de gauche, y compris non seulement le PS mais aussi les partis bourgeois ; ils répandent ainsi des illusions que les partis bourgeois pourraient aider les travailleurs du moment que les organisations du mouvement ouvrier parviennent à signer un bout de papier avec ces partis. Voyez par exemple les mobilisations contre la privatisation de la Poste avec toutes sortes d'élus locaux, y compris même des

élus de droite comme le gaulliste-gaulliste Dupont-Aignan, et où Besancenot et son fan-club sont lourdement investis. Nous disons : la classe ouvrière doit rompre avec le front-populisme !

Dans cette citation de Trotsky, je voudrais aussi revenir sur le 4) où il dit « Nous relient le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan. » Là où les réformistes demandent à l'Etat capitaliste de nationaliser les banques, avec ou sans compensation, afin de sauver le système capitaliste, Trotsky au contraire place la question de l'expropriation explicitement dans le cadre de la perspective de la prise du pouvoir, c'est-à-dire de la destruction de l'Etat capitaliste lors d'une révolution socialiste instaurant le pouvoir de la classe ouvrière, autrement dit la dictature du prolétariat.

La question de l'Etat c'est la ligne de démarcation entre réforme et révolution – entre la stratégie réformiste qui consiste à prendre le contrôle de l'appareil d'Etat bourgeois et l'administrer, et la stratégie révolutionnaire qui veut détruire les organes d'Etat existants et les remplacer par des organes de pouvoir ouvrier.

L'Etat est un appareil de domination de classe, avec ses bandes armées chargées de maintenir la structure sociale en place, en l'occurrence l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste. Dans ce but les flics, les juges et les matons ont un monopole de la violence contre les travailleurs et les opprimés. Ils ne peuvent pas, du fait d'un changement de gouvernement suite à des élections, se mettre à défendre la propriété collectivisée. Les flics qui aujourd'hui bastonnent les piquets de grève, qui raflent les sans-papiers, qui quadrillent les banlieues et harcèlent les jeunes pour la seule raison qu'ils ont la peau foncée ou portent une capuche, ces flics ne peuvent pas passer de l'autre bord. Ils sont dédiés à la défense de la propriété privée.

Un Etat ouvrier, comme en URSS à l'époque, ou aujourd'hui encore en Chine ou à Cuba, repose sur d'autres bandes armées qui en dernier ressort défendent la propriété collective contre les tentatives des capitalistes de remettre la main sur les moyens de production pour s'approprier à titre individuel les profits qu'ils extorquent de la sueur et du sang des travailleurs. Et c'est pourquoi nous défendons bec et ongles les Etats ouvriers, même bureaucratiquement déformés.

A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste !

De notre position sur la nature de l'Etat capitaliste et la nécessité de son renversement découle que non seulement nous refusons de gérer l'Etat capitaliste mais nous refusons aussi de nous présenter aux postes exécutifs de l'Etat. Quand on se présente au poste de président de la République, ou à celui de maire, on légitime l'autorité exécutive, ce qui est directement un obstacle à la tâche fondamentale pour les révolutionnaires de tremper la classe ouvrière dans la conviction qu'on ne peut pas faire fonctionner l'Etat bourgeois pour le compte des travailleurs. Si vous vous présentez pour devenir chef des armées, comment pouvez-vous prétendre que vous désirez en réalité les détruire ? C'est très différent du Parlement, ou d'un conseil municipal, qui sont des boîtes à parlote pour masquer la dictature de la bourgeoisie sous un masque démocratique, mais que l'on peut utiliser comme tribune en tant qu'*opposants* au pouvoir en place pour y faire de la propagande révolutionnaire.

Pendant des années la LCR nous a bassinés avec la gestion exemplaire par ses camarades brésiliens de la municipalité de

Porto Alegre où ils avaient mis en place un « budget participatif ». Ils ont laissé tomber le budget participatif maintenant que Ségolène Royal a repris l'idée et montré ainsi à quel point cela n'a rien d'« anticapitaliste ». Comme le dit Krivine dans son autobiographie *Ca te passera avec l'âge*, à Porto Alegre ils donnaient aux assemblées de quartier un pouvoir, dans les faits consultatif, sur 10 ou 15 % du budget. Ils sont ensuite parvenus à la direction de l'Etat du Rio Grande do Sul (le Brésil est un Etat fédéral), où ils ont notamment brisé une « grève massive des enseignants », comme le reconnaît à mots couverts Krivine lui-même, ce qui finalement leur a fait perdre la mairie de Porto Alegre en 2004.

En tout cas cela leur a servi de tremplin pour obtenir en 2002 un « camarade ministre » dans le gouvernement fédéral, un dénommé Miguel Rossetto. Il a servi de couverture de gauche pendant plusieurs années aux « sociaux-libéraux » de Lula pour amadouer les paysans sans-terre en butte aux exactions de la police militaire envoyée par les propriétaires fonciers latifundistes exactement comme sous un gouvernement de droite. Maintenant la LCR fait disparaître toute cette histoire, de même que le soutien de ses camarades italiens depuis le Parlement au gouvernement Prodi dont le fiasco a mené à un nouveau gouvernement Berlusconi. Mais ils répondront « présents » dès qu'une occasion se présentera, comme ils le font dans les municipalités françaises aujourd'hui.

La recomposition de la social-démocratie

Aujourd'hui la social-démocratie est en crise, en Europe en général et en France en particulier. Cela ne veut pas dire que le réformisme social-démocrate soit en perte de vitesse. Il reste plus que jamais un obstacle à la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. En Grande-Bretagne le Parti travailliste paraît moribond en tant que parti basé sur la classe ouvrière, mais le travaillisme vieille manière, c'est-à-dire le réformisme basé sur la bureaucratie syndicale, demeure l'idéologie dominante de la gauche britannique. En Italie les démocrates de gauche, le plus gros résidu de l'ancien PCI stalinien, se sont fondus avec les chrétiens-démocrates de Romano Prodi pour créer un nouveau parti capitaliste, le Parti démocrate, mais le front-populisme continue d'imbiber complètement le mouvement ouvrier italien ; y compris le Parti communiste des travailleurs, un groupe issu de Rifondazione comunista, qui se réclamait autrefois du trotskysme, a pris part en grande pompe le 8 juillet à une manifestation anti-Berlusconi dirigée par Di Pietro, ex-juge anticorruption et

ABONNEZ-VOUS !



3 € pour 4 numéros (1 an) plus Spartacist

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

politicien bourgeois de droite.

En Allemagne l'ex-ministre social-démocrate de l'économie de Schröder et ex-ministre-président de la Sarre, Oskar Lafontaine, a fait une OPA sur un ramassis de bureaucrates syndicaux et de militants sociaux-démocrates de gauche ouest-allemands, puis sur les ex-staliniens est-allemands du PDS, pour créer un nouveau parti, le Parti de gauche. Ce Parti de gauche se développe du fait que le SPD, après avoir passé sept ans au gouvernement central où des attaques sans précédent ont massivement réduit le niveau de vie des travailleurs, est depuis trois ans dans une coalition avec la droite d'Angela Merkel. Beaucoup de travailleurs et de bureaucrates syndicaux se détournent du SPD et ont de nouveaux espoirs dans des succès électoraux du Parti de gauche. Mais la vérité c'est que ce parti est aux affaires en coalition avec le SPD à Berlin, où ils administrent ensemble depuis des années une sauvage austérité capitaliste, et en Hesse une coalition du même type n'a échoué que du fait de l'anticommunisme viscéral de l'aile droite du SPD.

Et donc en France on a la crise du PS. Ces dernières années sous Sarkozy le PS, quand il n'était pas silencieux, a pris position au fond pour les attaques du gouvernement comme la loi LRU, qui ouvre la voie à la privatisation des universités, la liquidation des régimes spéciaux de retraites, ou plus récemment s'est abstenu sur les centaines de milliards pour les banques. Ce n'est pas par hasard qu'il a des dirigeants connus qui sont passés dans le gouvernement Sarkozy et d'autres qui ne rêvent que de faire alliance avec le politicien capitaliste de droite Bayrou.

Le congrès de Reims vient de se terminer ce week-end par une lutte au couteau entre Ségolène Royal, qui se propose de composer une grande alliance avec le parti de droite de François Bayrou, et Martine Aubry, qui a été élue maire de Lille aux dernières municipales grâce à une alliance avec le même MoDem de Bayrou ; Aubry compte dans sa fraction le directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn. La crise du PS se conjugue au déclin apparemment terminal du PCF, qui risque de connaître une ou plusieurs scissions d'ici son congrès le mois prochain. Donc dans ce contexte on a l'apparition du nouveau Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et le développement du NPA de Besancenot, dont le congrès de fondation est prévu fin janvier.

Comme Lafontaine, Mélenchon emmène une petite fraction de la social-démocratie traditionnelle, et il compte mettre la main sur les restes du PCF ou au moins une partie d'entre eux. Il a un œil sur l'aile de la LCR dirigée par Christian Picquet et tout le milieu anticommuniste que courtise la LCR pour lancer le NPA, et qui trouve les roses de la LCR encore trop rouges. Mélenchon a un point commun avec Royal qui les différencie tous deux d'Aubry : Mélenchon et Royal étaient tous deux sous-ministres à l'Éducation nationale sous Jospin, qui a mis en place le LMD et autres mesures contre les étudiants, alors qu'Aubry était ministre de plein droit de Jospin, où elle a mis en place les lois sur les 35 heures qui portent son nom et qui se sont le plus souvent, notamment dans l'industrie, traduites par une aggravation des conditions de travail, une augmentation de la flexibilité et un blocage des salaires pendant plusieurs années.



Pierre Pytkowicz

La collaboration de classes en action : la LCR encadrée des bourgeois du MRC et des Radicaux, ici au Havre le 8 novembre.

Mélenchon fait un cinéma sur la politique de Royal, ou par extension d'Aubry, de faire alliance avec le MoDem bourgeois de droite. Lui ne fait alliance qu'avec des partis bourgeois de gauche, comme le MARS-Gauche républicaine, et il envisage aussi un bloc avec les chevènementistes. Sauf qu'un parti bourgeois de gauche reste un parti bourgeois au même titre qu'un parti bourgeois de droite, et c'est une trahison de classe de faire une alliance politique avec lui.

Dans une interview de Mélenchon publiée le 13 novembre dans *l'Humanité*, il déclare de son Parti de gauche qu'« Il se définira dans un projet de rupture avec le capitalisme et son horizon sera "la république sociale" suivant la formule de Jean Jaurès. » Comme le Parti de gauche allemand, le Parti de gauche français a en réalité pour raison d'être de faire pression sur le PS pour le pousser un tout petit peu à gauche. Ainsi, dans cette interview, Mélenchon déclare : « Je considère que le PS n'évoluera pas, sauf s'il y est contraint par un rapport de force électoral [...]. Si nous sommes reconnus comme les meilleurs dans ce combat, la gauche sera rééquilibrée et le PS devra bouger. »

Le « nouveau parti anticommuniste » de Besancenot

Quand Mélenchon parle de « rupture avec le capitalisme », on pense à Olivier Besancenot dont c'est l'une des formulations les plus radicales depuis que la LCR dénonce la dictature du prolétariat. Tout comme Mélenchon, Besancenot se réclame des « meilleures traditions » du socialisme français, sous-entendu le réformisme de Jaurès. L'ancienne Ligue communiste révolutionnaire est maintenant au terme d'un processus qui a duré plus de 50 ans et qui l'a menée du trotskysme au début des années 1950, quand les ancêtres de Besancenot et Krivine ont détruit la Quatrième Internationale qu'avait construite Trotsky, jusqu'à la social-démocratie 100 % « mainstream » ; ils dénoncent maintenant toute identification au communisme, à la révolution et à la Quatrième Internationale de Trotsky pour fonder le « nouveau parti anticapitaliste ».

Sur les origines de la LCR et du pablisme, dont le nom vient de la doctrine de Michel Raptis, dit Pablo, qui dirigeait le secrétariat international de la Quatrième Internationale à Paris à la fin des années 1940 et au début des années 1950, je vous recommande notre article publié en 1974 dans *Spartacist*, « Genèse du pablisme ».

Les trotskystes avaient été considérablement affaiblis pen-

dant la Deuxième Guerre mondiale, du fait de la répression des fascistes et des staliniens, et ils étaient désorientés par le fait que les staliniens avaient exproprié la bourgeoisie en Europe de l'Est en l'absence de toute révolution ouvrière et qu'ils avaient établi des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés, qui étaient fondamentalement analogues au régime en vigueur dans l'URSS de Staline. Là où les ancêtres de LO ont nié cette réalité, et la nient d'ailleurs toujours, les pablistes en ont faussement déduit que les staliniens pouvaient jouer un rôle approximativement progressiste sous la pression des événements objectifs. A partir de là le rôle des trotskystes devenait pour Pablo de devenir une tendance de gauche faisant partie intégrante des partis staliniens. C'est ce qu'ils ont fait en France en entrant dans le PCF.

Mais ce qui marquait la dégénérescence centrisme du pablisme, plus fondamentalement que leur capitulation au stalinisme, c'était la négation du rôle du parti. Dans les pays où le stalinisme était faible ils se sont liquidés dans d'autres forces ennemies de la révolution socialiste, comme le SPD en Allemagne de l'Ouest ; en Belgique leur intellectuel principal, Ernest Mandel, était conseiller du bureaucrate syndical André Renard qui a trahi la grève générale belge de 1960-1961.

Il y a eu une opposition au liquidationnisme pabliste dans les années 1950, même si elle était partielle et souvent basée sur le terrain national. Il y avait la majorité de l'organisation française, dirigée par Marcel Bleibtreu et Pierre Lambert, et surtout le parti trotskyste aux Etats-Unis, le SWP dirigé par James P. Cannon. Il y a eu scission. En France, le groupe Lambert, qui était de plus en plus incrusté dans la bureaucratie syndicale anticommuniste de FO, est devenu plus tard farouchement antisoviétique et social-démocrate, et aujourd'hui il se distingue par ses hurlements chauvins stridents contre l'Union européenne, qu'il dénonce non pas comme un consortium impérialiste instable, mais comme une marionnette des Américains et la source de tous les maux qui affectent une République française menacée d'éclatement.

Aux USA, le SWP est lui-même devenu centrisme au début des années 1960, et en 1963 il est retourné dans le giron de l'organisation internationale des pablistes. Mais il y a eu une opposition à ce révisionnisme. C'est de ce groupe, dirigé par James Robertson, exclu bureaucratiquement en 1963 du SWP, qu'est issue notre tendance internationale, qui représente ainsi la continuité historique du trotskysme. *Spartacist* est le journal théorique international de notre tendance, paraissant en anglais depuis 1964 et en quatre langues depuis les années 1970.

Au moment de Mai 68 les pablistes français d'Alain Krivine, qui venaient peu auparavant de se faire exclure du PCF, avaient inventé une nouvelle avant-garde, à savoir la jeunesse étudiante radicale ; ils ont été pris par surprise par la grève générale ouvrière, et ils n'avaient à ce moment-là pratiquement personne dans la classe ouvrière. Encore aujourd'hui d'ailleurs leur implantation dans la bureaucratie syndicale est forte surtout dans les syndicats petits-bourgeois comme ceux de l'enseignement.

Ensuite il y a eu chez les pablistes toutes sortes de « nouvelles avant-gardes » autres que le prolétariat révolutionnaire : le mouvement féministe, le guérillisme petit-bourgeois, et surtout le front populaire de Mitterrand et Marchais dans les années 1970. Or après la fin de la guerre du Vietnam l'impérialisme américain a commencé à se réarmer idéologiquement en commençant une nouvelle guerre froide sous la présidence de Jimmy Carter avec la « campagne des droits de l'homme » en URSS et dans les pays de l'Est, qui a

débouché sur les provocations militaires antisoviétiques sous la présidence de Ronald Reagan dans les années 1980. En Europe de l'Ouest c'était Mitterrand le fer de lance de la campagne antisoviétique. Et avec le soutien à Mitterrand la LCR s'est mise à soutenir toutes les forces contre-révolutionnaires possibles et imaginables. Leur revue internationale en anglais *International Viewpoint* avait même publié en 1989 une apologie des Frères de la forêt, un groupe terroriste anticommuniste qui opérait dans les pays baltes après que ceux-ci avaient été libérés de la barbarie nazie par l'Armée rouge.

Nos camarades sont intervenus encore récemment contre Catherine Samary à la Sorbonne où elle donnait un meeting pour dénoncer les ex-Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. C'est Catherine Samary *alias* Verla qui en tant que dirigeante de la LCR avait pris position en août 1991 pour Boris Eltsine au moment où celui-ci, en liaison avec Washington, prenait le pouvoir pour restaurer le capitalisme en URSS. La LCR, avec son soutien au front populaire bourgeois de Mitterrand et son soutien décisif à la contre-révolution capitaliste, est définitivement devenue social-démocrate.

Pendant des années les pablistes avaient proclamé qu'ils étaient prêts à jeter par-dessus bord toute référence au trotskysme pour peu qu'ils eussent une vraie occasion de se liquider. Avec la chute de l'Union soviétique et l'effondrement du PCF, ils pensent que leur heure est finalement venue. Ils bénéficient de la promotion de Besancenot sur TF1 et les chaînes publiques de télévision, et de scores électoraux flatteurs, mais il est douteux qu'ils parviennent à mettre sur pied un nouveau parti social-démocrate de masse. Contrairement au Parti de gauche allemand, la LCR ne dispose pas d'une assise solide dans la bureaucratie syndicale, et elle ne semble pas prête de l'acquérir. L'émergence d'une nouvelle social-démocratie de masse exigera probablement des luttes sociales convulsives qui entraîneront de larges couches ouvrières dans la politique. A ce moment-là plus que jamais la LCR ou son avatar du moment représentera un obstacle à la construction du parti révolutionnaire dont a besoin la classe ouvrière.

Leur « trotskysme » n'avait jamais rien à voir avec le marxisme révolutionnaire ; pour eux aujourd'hui Trotsky c'est du passé, la lutte contre le stalinisme au nom de la démocratie, c'est-à-dire de la démocratie bourgeoise, et la contre-révolution capitaliste. Comme le stalinisme est fini, ils ne voient plus l'intérêt de se réclamer d'un individu qui après tout avait fondé et dirigé l'Armée rouge et soutenu la répression de la mutinerie contre-révolutionnaire de Cronstadt. François Sabado, l'éminence grise de Besancenot, déclarait dans le *Nouvel observateur* daté du 5 au 11 décembre 2002 :

« Avant Olivier [Besancenot] on était Russes, toujours définis par la révolution d'octobre, par l'URSS, notre opposition au stalinisme. Avec lui, on devient Français. On peut s'inscrire durablement dans le paysage. »

Cette citation dit tout en trois lignes. En voici une autre, extraite de la déclaration adoptée lors de la rencontre nationale des comités NPA (*Rouge*, 3 juillet) : « Nous n'avons pas de modèle, et surtout pas les régimes prétendument "communistes" du siècle dernier ». Nous, les trotskystes, nous avons au contraire un modèle, c'est celui de la Révolution russe dirigée par Lénine et Trotsky en 1917. Notre tâche est de maintenir un programme révolutionnaire dans cette dure période postsoviétique. Les ancêtres de Besancenot ont détruit la Quatrième Internationale au début des années 1950. Depuis, notre tâche a été et demeure de refonder la Quatrième Internationale sur une base authentiquement trotskyste pour diriger le prolétariat dans de nouvelles révolutions d'Octobre. ■

Chine...

Suite de la page 32

L'économie est la question qui domine les élections présidentielles américaines : comment renflouer les capitalistes aux dépens des travailleurs pour maintenir un système qui a fait son temps. Les communistes ont un principe très clair : nous ne soutenons pas et ne votons pas pour un parti ou un politicien capitaliste, qu'il soit démocrate, républicain ou Vert – point à la ligne. Et nous ne nous présentons pas nous-mêmes à des postes exécutifs pour gérer l'Etat capitaliste, comme président, gouverneur ou maire. Le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. L'Etat capitaliste ne peut pas être réformé pour servir les intérêts des opprimés, il doit être balayé par une révolution ouvrière.

Il existe beaucoup de groupes qui se proclament « marxistes », et qui n'ont que mépris pour les principes et le programme du marxisme authentique. Ils essaient de réformer un système économique qui a depuis longtemps cessé d'être utile à quoi que ce soit. Le meeting d'aujourd'hui est une polémique contre ces *adversaires* du marxisme, en défense d'une vision du monde marxiste.

Les attaques contre la Chine et les élections

Dans sa chronique du *Huntington Post* [blog], publiée le 9 juin dernier, John Feffer écrivait ceci :

« Bien que l'Irak ait été jusqu'ici la question de politique étrangère déterminante dans la course à la présidence, la Chine va sans doute s'inviter dans l'élection par le biais des fortes divergences entre les républicains et les démocrates sur le commerce [...]. Pour ne pas être en reste sur le terrain des attaques contre la Chine, McCain va probablement argumenter que la Chine est une menace pour la sécurité nationale, qui requiert une augmentation des dépenses militaires. »

Comme si les présidences Bush I et II, ainsi que la présidence Clinton, n'avaient pas déjà consacré énormément d'argent à l'armée. Les Etats-Unis cumulent aujourd'hui 48 % de l'ensemble des dépenses militaires du monde entier. Et la Chine est dans le collimateur des impérialistes depuis sa Révolution de 1949. Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, la Chine



Arnaud Jaffrey/AFP

La « merveilleuse rencontre » du dalai-lama (selon ses propres termes) avec Ségolène Royal le 16 août. La social-démocratie est à la pointe de la campagne anticommuniste contre la Chine.

est devenue la cible stratégique centrale des Etats-Unis, qui l'encerclent avec leurs bases militaires, qui vont de la Corée du Sud à l'Asie centrale en passant par le Japon et Guam.

Les impérialistes ont une stratégie à deux volets pour la contre-révolution capitaliste en Chine : militaire et économique. Les démocrates et les républicains sont d'accord sur la stratégie militaire d'encercllement et de provocations militaires incessantes. Ils sont en désaccord seulement sur la stratégie économique. Le protectionnisme anti-chinois prôné par les politiciens démocrates est basé sur le mensonge que la croissance de l'économie chinoise est une cause majeure des pertes d'emplois et de la baisse du niveau de vie aux Etats-Unis. Ce mythe nourrit l'illusion que le capitalisme pourrait fonctionner dans l'intérêt de la classe ouvrière, exonérant par là même ce système d'exploitation tout en désignant comme bouc émissaire un autre pays, en l'occurrence la Chine. Les principaux avocats du protectionnisme sont inévitablement les bureaucrates qui dirigent les syndicats (les marxistes les qualifient de « lieutenants ouvriers du capitalisme »), qui présentent aussi le Parti démocrate comme « ami » des travailleurs.

En juin 2007, Obama a envoyé au secrétaire d'Etat au Trésor Henry Paulson une lettre où il déplorait que le gouvernement « a refusé une fois encore de déclarer que la Chine manipule sa monnaie » – comme si c'était la cause des problèmes économiques des Etats-Unis ! La réalité, c'est que la Chine, dont les réserves de devises se montent à 1 800 milliards de dollars, en détient 504 milliards sous forme de bons du Trésor américains, ce qui aide à maintenir l'économie américaine à flot. Ce n'est pas là un investissement très judicieux, surtout par les temps qui courent, sans parler du fait que cette politique d'investissement contribue à financer l'armée américaine.

Les attaques contre la Chine se sont intensifiées depuis que l'effondrement du marché des prêts hypothécaires en « *sub-primes* » a déclenché la crise économique actuelle. La Chine est rendue responsable de tous les maux, depuis la prétendue « pénurie alimentaire » internationale jusqu'à l'augmentation du prix de l'essence, en passant par les problèmes au Darfour, sans oublier le réchauffement climatique. On nous explique que les prix augmentent parce que la Chine s'industrialise et que donc davantage de Chinois mangent davantage, conduisant une voiture, regardant la télévision et climatisent leur habitat. Autrement dit, le problème ne serait pas le système capitaliste mais l'Etat ouvrier déformé chinois et sa croissance économique !

La pénétration économique des impérialistes a formidablement renforcé les forces de la contre-révolution à l'intérieur même de la Chine, en même temps qu'elle a accru les inégalités. Mais les capitalistes en Chine ne peuvent pas s'organiser politiquement et lutter pour le pouvoir. Les secteurs qui constituent le cœur de l'économie sont toujours collectivisés, et le système bancaire reste, de fait, étatisé. Le développement économique a considérablement accru la taille du prolétariat en attirant de nombreux ex-paysans dans les villes. De 1976 à 2006, la proportion de la population urbaine dans la population totale est passée de 20 à 44 %. *Cette évolution est historiquement progressiste.* Cependant, il reste encore 740 millions de personnes vivant dans les campagnes.

Les contradictions de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois s'aiguisent. La Chine est le troisième pays à avoir envoyé un homme dans l'espace, mais elle n'arrive pas à garantir la qualité de sa production de lait pour les bébés. L'organisation à grande échelle des secours après le tremble-



Une usine sidérurgique à Kunming. Les secteurs clé de l'économie chinoise restent collectivisés.

ment de terre qui a dévasté la province du Sichuan au printemps dernier, couplée à l'écroulement de nombreuses écoles à cause de la mauvaise qualité de la construction, illustre de façon frappante ces contradictions. Nous en avons parlé dans notre article sur le tremblement de terre du Sichuan dans *Workers Vanguard* n° 917 (4 juillet). L'organisation des secours a été très largement saluée comme remarquable, ce qui a contribué à désamorcer l'hystérie impérialiste et le tapage médiatique autour des émeutes contre-révolutionnaires au Tibet en mars dernier.

Après la première semaine des provocations au Tibet, Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, a rendu visite au dalaï-lama dans son quartier général indien, où elle a lancé : « Si les amis de la liberté, dans le monde entier, ne dénoncent pas la répression chinoise en Chine et au Tibet, nous aurons perdu toute autorité morale pour parler au nom des droits de l'homme, où que ce soit dans le monde. » Barack Obama et Hillary Clinton ont appelé Bush à boycotter les cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, en solidarité avec les « combattants de la liberté » du Tibet. Pendant ce temps, des Chinois non tibétains et des musulmans étaient *brûlés vifs* à Lhassa – ils n'avaient pas accroché le foulard tibétain traditionnel appelé *katak* devant leurs boutiques pour que les « combattants de la liberté » puissent les reconnaître.

Le ratatin de Pelosi sur les « droits de l'homme » est de la plus pure hypocrisie, venant d'une représentante de l'impérialisme américain qui a tué des centaines de milliers de personnes en Irak, et qui occupe actuellement l'Irak et l'Afghanistan. Bien sûr, c'est aussi pour la cause de la « liberté » !

Sous le régime pro-esclavagiste du dalaï-lama, les Tibétains étaient « libres » de vivre en moyenne 35 ans dans une misère abjecte. Depuis que la « lamacratie » a été chassée du Tibet en 1959, on y vit presque *deux fois* plus vieux. Pourtant, des groupes comme l'International Socialist Organization (ISO), Socialist Action et le Comité pour une Internationale ouvrière – représenté aux Etats-Unis par Socialist Alternative [et en France par la Gauche révolutionnaire] – s'enthousiasment tous pour la cause du mouvement anticommuniste du « Tibet libre ». Comme le dalaï-lama et sa clique, ce « mouvement » – le Congrès de la jeunesse tibétaine, Etudiants pour un Tibet libre, etc. – est financé par un groupe paravent de la CIA, le National Endowment for Democracy [la Fondation nationale pour

la démocratie]. Si le Tibet ne faisait pas partie intégrante de la Chine, il serait un protectorat de l'impérialisme américain, une base pour la contre-révolution dans toute la Chine.

Matérialisme historique et lutte des classes

Ma présentation s'inspire, à plusieurs égards, d'un livre publié en 1997, intitulé *The Struggle for Modern Tibet : The Autobiography of Tashi Tsering* [La lutte pour un Tibet moderne : l'autobiographie de Tashi Tsering]. C'est l'histoire d'un paysan tibétain, poussé par le désir d'apprendre à lire et à écrire, qui a consacré sa vie à la modernisation du Tibet. Il dit qu'il n'est pas marxiste, mais qu'il a été attiré par le marxisme parce que celui-ci impliquait « davantage de pouvoir et de possibilités pour les paysans et les ouvriers ». Concernant les marxistes, Tsering écrit qu'au début des années 1960 :

« J'ai été frappé par leur conception des cycles ou phases de l'histoire, l'idée que la religion pouvait parfois être utilisée pour asservir ou entraver le petit peuple, et par l'importance de la révolution dans l'histoire de la plupart des Etats européens modernes [...]. Je pensais que le temps était arrivé d'une révolution aussi au Tibet, même si je ne souhaitais nullement le genre de violence ou le sang versé dont il était question dans ce que j'avais lu des révolutions française et russe. Pourtant, il était difficile pour moi d'imaginer comment de tels changements pourraient être rendus possibles dans notre vieille société par un autre moyen [...]. Et même si j'avais encore des appréhensions quant à la présence chinoise et à ses intentions à long terme, j'ai commencé à penser que peut-être ce que le Tibet avait vécu depuis dix ans pourrait en fait être la réponse, au sens où l'invasion chinoise de notre pays pourrait avoir réalisé quelque chose que nous n'aurions pas pu réaliser nous-mêmes. Elle nous avait amené une révolution. »

Les changements sociaux fondamentaux ont commencé au Tibet après que l'armée chinoise avait vaincu le soulèvement contre-révolutionnaire de 1959, qui avait été armé et soutenu par la CIA. Mais avant de revenir sur ces événements, il est important de comprendre les origines et la nature de la République populaire de Chine. Contrairement à ce qui s'était passé pendant la révolution ouvrière de 1917 en Russie, le prolétariat de Chine n'avait pas été un participant actif et conscient à la révolution qui a écrasé l'Etat capitaliste chinois. Le PCC qui a vaincu le Guomindang, parti capitaliste totalement corrompu, était un parti basé sur les paysans. Donc la question évidente est : comment un parti paysan a-t-il pu faire une révolution qui a renversé le capitalisme et instauré un Etat ouvrier, même bureaucratiquement déformé ? Et d'abord, qu'est-ce que cela veut dire ?

Pour répondre à ces questions, il faut une vision marxiste du monde, qui découle d'une étude de la société du point de vue du matérialisme historique. Cela signifie tirer les leçons de la première, et à ce jour la seule, révolution ouvrière victorieuse, la Révolution russe dirigée par le Parti bolchévique de V.I. Lénine et Léon Trotsky en Octobre 1917, et de la dégénérescence politique ultérieure de l'Etat ouvrier soviétique sous Joseph Staline et ses successeurs.

Le matérialisme historique part de la thèse que la production des éléments nécessaires la vie humaine – la nourriture, les vêtements et le logement – et l'échange des objets produits sont la base de toutes les structures sociales. Dans chacune des sociétés apparues dans l'histoire, la manière dont la richesse est distribuée, du fait que la société est divisée en

classes, dépend de ce qui est produit, de comment c'est produit, et de comment les produits sont échangés. De ce point de vue, les causes ultimes de toutes les révolutions sociales doivent être recherchées dans des changements dans le mode de production et d'échange dominant. Un « mode de production » est un système économique qui (sauf dans les sociétés primitives, dans lesquelles les classes n'existaient pas) est basé sur une forme particulière de propriété : sociétés basées sur l'esclavage, sur le féodalisme, sur le capitalisme ou sur la propriété collectivisée.

La transition du féodalisme au capitalisme a nécessité des révolutions bourgeoises sanglantes, comme la Révolution anglaise au milieu du XVII^e siècle et la Révolution française à la fin du XVIII^e siècle. Avec ces révolutions, la bourgeoisie a créé l'Etat-nation et a transformé les moyens de production : on est passé d'une production atomisée (basée sur des producteurs individuels) à la production par une collectivité d'hommes. (Par « moyens de production » on entend les ressources naturelles telles que la terre et les animaux, ainsi que les machines, les outils, les usines, l'infrastructure et la technologie.) La production est devenue sociale, mais le produit de ce travail collectif était approprié par les capitalistes. Ainsi s'est développé un antagonisme inconciliable entre le prolétariat et la bourgeoisie.

La propriété privée des moyens de production, où la production est motivée par le profit, est la base de l'anarchie du capitalisme. Le système capitaliste a développé les forces productives, dans l'arène de l'Etat-nation, plus vite qu'à aucune autre époque dans l'histoire humaine, conduisant au développement de la science moderne et à la révolution industrielle. C'est là que réside son rôle historique progressiste. Mais le système capitaliste et son Etat-nation sont bientôt devenus une entrave au développement économique et culturel. Les contradictions entre la production socialisée et l'appropriation privée, et entre le développement des forces productives et le cadre de l'Etat national, ont éclaté au grand jour. Aux alentours de 1900, la division territoriale du monde entier entre les grandes puissances capitalistes était en grande partie achevée. Ceci a conduit à la Première Guerre mondiale impérialiste.

Dans son livre de 1916 *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine a étendu l'analyse de Marx à la période de la décadence capitaliste, et a montré que la guerre est inhérente au système impérialiste. A ce stade-là, le capitalisme avait créé un marché mondial dominé par les puissances impérialistes et divisé par leurs rivalités. Il avait aussi pleinement développé son fossoyeur, en la personne du prolétariat. La solution, c'est une révolution ouvrière internationale pour renverser le système basé sur la production capitaliste pour le profit, instaurer des Etats ouvriers basés sur la propriété collectivisée, où la production sera basée sur ce qui est *utile* à la société. Donner à la classe ouvrière la conscience révolutionnaire nécessaire pour accomplir sa mission historique, qui est de renverser le système capitaliste, c'est la tâche d'un parti d'avant-garde léniniste. Nous considérons que la Ligue communiste internationale [LCI] est aujourd'hui le noyau ayant le programme de ce parti.

Avant la première guerre impérialiste, la Russie était le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. Trotsky avait décrit son développement comme « inégal et combiné » : pays paysan à une écrasante majorité, avec une myriade de



RGAKFD

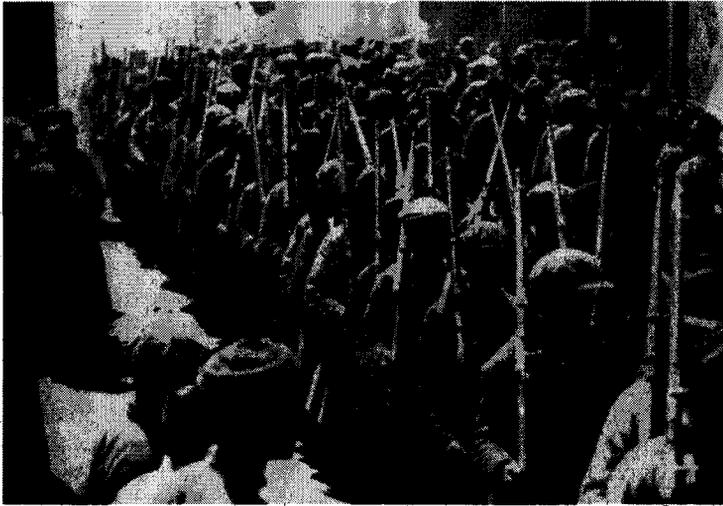
A Moscou, en 1918, des soldats de l'Armée rouge défilent sous une banderole qui proclame « communisme » pour le premier anniversaire de la révolution d'Octobre.

minorités nationales et ethniques opprimées par des propriétaires fonciers et des capitalistes grands-russes, sous une monarchie absolutiste. En même temps, il y avait un prolétariat petit mais important dans quelques centres industriels, concentré dans d'immenses usines équipées de la technologie la plus moderne. Par exemple, à Saint-Petersbourg, le grand complexe métallurgique Poutilov et ses alentours comptaient **30 000 ouvriers** en 1905.

L'aile droite de la social-démocratie russe, les menchéviks, argumentait que la bourgeoisie devait arriver au pouvoir pour résoudre les tâches démocratiques en suspens, comme donner la terre à la paysannerie. A cette perspective qui enchaînait le prolétariat à la bourgeoisie « progressiste », Lénine et les bolchéviks opposaient la collaboration révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie opprimée pour instaurer une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Il est important de souligner que Lénine n'avait aucune illusion dans le caractère « progressiste » de la bourgeoisie russe.

Trotsky pensait lui aussi que la bourgeoisie russe était incapable de diriger une révolution démocratique, mais il allait plus loin que Lénine. Dans sa théorie de la révolution permanente, élaborée en 1904-1906, il affirmait que la Révolution russe aurait un caractère prolétarien et socialiste, que la résolution des tâches démocratiques bourgeoises n'était concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie. Ceci mettrait à l'ordre du jour non seulement les tâches démocratiques mais aussi les tâches socialistes. Pour garantir ces acquis et jeter les bases d'une société socialiste, le pouvoir prolétarien devait être étendu au monde capitaliste avancé.

En 1917, lorsque le gouvernement du tsar s'effondra, les menchéviks donnèrent leur soutien au nouveau gouvernement provisoire dominé par les libéraux bourgeois, et entrèrent par la suite au gouvernement. Lénine mena une bataille politique sans merci contre les menchéviks et ceux qui, dans le Parti bolchévique, voulaient adopter une attitude conciliante à leur égard. Il se rallia à la conception avancée par Trotsky selon laquelle la révolution ne pourrait triompher qu'en plaçant le prolétariat au pouvoir, tandis que Trotsky réalisait que la



Bettmann



sans crédit

A gauche : une milice ouvrière à Shanghai pendant la Révolution de 1925-1927. A droite : exécution d'un communiste chinois après le coup d'Etat de Chiang Kai-shek en 1927. Les staliniens avaient ordonné la liquidation du PCC dans le Guomindang, parti nationaliste bourgeois, conduisant au massacre des communistes et des militants ouvriers.

bataille de Lénine pour un parti d'avant-garde éprouvé et basé sur un programme d'acier était le fondement nécessaire d'une révolution socialiste. Lénine gagna à sa position les principaux cadres de son parti, et en octobre, sous la direction des bolchéviks, la classe ouvrière, soutenue par la paysannerie, accomplit une révolution qui brisa le vieil appareil d'Etat et remplaça la dictature de classe du capital par la dictature du prolétariat, basée sur des conseils (soviets) démocratiquement élus d'ouvriers, de soldats et de paysans. Vous trouverez une analyse détaillée de ces batailles politiques dans « Le développement et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky », publié dans une brochure récente [en anglais] de la LCI.

Après la révolution d'Octobre, pendant la terrible guerre civile contre les forces de la contre-révolution soutenues par rien moins que 14 armées capitalistes, les bolchéviks fondèrent l'Internationale communiste (Comintern), l'incarnation de leur engagement en faveur de la révolution internationale. La Révolution russe était une confirmation du programme marxiste, et un appel aux opprimés de tous les pays. C'est *notre modèle*. Nous luttons pour la perspective de nouvelles révolutions d'Octobre dans l'ensemble du monde capitaliste d'aujourd'hui.

Le stalinisme et la trahison de la Révolution chinoise de 1925-1927

Après que les bolchéviks eurent gagné la guerre civile, à un prix terrible, notamment la perte des éléments les plus avancés du prolétariat, tués ou incorporés dans l'administration de l'Etat, tous les yeux étaient tournés vers la puissante classe ouvrière allemande : une victoire prolétarienne en Allemagne mettrait fin à l'isolement du fragile Etat ouvrier. Mais la Révolution allemande de 1923 fut une défaite, avec d'énormes conséquences internationales. La vague révolutionnaire de l'après-guerre fut stoppée, et l'ordre bourgeois mondial fut pour un temps stabilisé. Cette défaite eut un effet profondément démoralisant sur les ouvriers soviétiques, contribuant ainsi à paver la voie à l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie conservatrice et nationaliste.

A partir de 1924 (Lénine mourut en janvier de cette année-là), la bureaucratie, dirigée à l'époque par Staline, Zinoviev et Kamenev, vainquit l'Opposition de gauche émergente dirigée

par Trotsky, et mit en marche un processus de consolidation de son pouvoir en tant que caste privilégiée au sommet de l'Etat ouvrier. Mais le mode de production basé sur la prédominance de la propriété collectivisée ne changea pas : ce qui changea, ce fut le régime politique.

A l'automne 1924, Staline commença à justifier l'isolement de l'Union soviétique et le pouvoir politique de la bureaucratie avec sa « théorie » que le socialisme – une société basée sur l'abondance matérielle, dans laquelle les classes auraient disparu et l'Etat aura déperé – pouvait être construit dans un seul pays, qui plus est un pays économiquement dévasté. La « coexistence pacifique » avec les capitalistes du monde en devint bientôt le corollaire. La bureaucratie devint hostile au programme prolétarien, révolutionnaire, internationaliste de la révolution d'Octobre. Le « socialisme dans un seul pays » était l'étendard de la défaite, sous lequel d'innombrables occasions révolutionnaires furent trahies. Cette contre-révolution politique fut combattue par l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky – et l'un des premiers champs de bataille politiques décisifs sur la scène internationale fut la Deuxième Révolution chinoise de 1925-1927.

La Première Révolution chinoise de 1911, dirigée par le mouvement nationaliste bourgeois de Sun Yat-sen, et avec la participation directe des impérialistes, avait renversé la dynastie Qing (ou mandchoue) décrépite. L'année suivante, Sun fondait le Guomindang (GMD), un parti nationaliste bourgeois. Avant la Première Guerre mondiale, il n'existait pratiquement pas de prolétariat chinois. Mais la guerre stimula l'économie chinoise, et en 1922 il y avait deux millions d'ouvriers d'industrie. Même si c'était une part infime de la population, le prolétariat était concentré dans de grandes entreprises, avec les techniques de production les plus modernes et situées dans un petit nombre de centres urbains sur la côte, ce qui lui donnait une énorme puissance sociale. La Chine n'était pas une colonie directe comme l'Inde, mais la pénétration impérialiste perpétuait son arriération. Les seigneurs de la guerre proliféraient, parrainés par des impérialistes concurrents et empêchant l'unification nationale.

Le développement capitaliste de la Chine était encore plus retardataire que ne l'avait été celui de la Russie. La question clé dans la Deuxième Révolution chinoise était : quel serait le caractère de classe de la révolution chinoise ? Staline et Bou-

kharine poursuivaient la politique de liquidation du jeune PC chinois dans le GMD bourgeois, maintenant dirigé par Chiang Kai-shek. Ils ressuscitèrent la ligne menchévique de trahison « par étapes », dont la banqueroute avait été patente en 1917 en Russie. Invoquant la faiblesse du mouvement ouvrier en Chine, ils argumentaient que la révolution devait être limitée à une étape « démocratique », sous la direction d'un « bloc des quatre classes » – la bourgeoisie nationale, la petite bourgeoisie urbaine, les ouvriers et les paysans. Dans ce schéma, la « deuxième étape », la lutte pour le socialisme, était reléguée à un avenir indéfini, qui en réalité ne se réalise jamais. Comment une bourgeoisie nationale pouvait-elle mener une révolution agraire contre les propriétaires fonciers, dont beaucoup appartenaient à cette même bourgeoisie ? La réponse est qu'elle ne le pouvait pas.

En mars 1927, à Shanghai, une grève générale mobilisant plus d'un demi-million d'ouvriers avait tourné à l'insurrection. Mais le prolétariat était censé suivre les nationalistes bourgeois, pas s'insurger contre eux. Staline ordonna au PCC de déposer les armes. Des dizaines de milliers de communistes et de militants ouvriers, à qui on avait fait croire que Chiang Kai-shek était un allié, et qui détenaient dans les faits le pouvoir à Shanghai, furent assassinés quand il se retourna contre eux, lors du massacre d'avril 1927.

A chaque étape, Trotsky s'était opposé à cette politique de subordination de la classe ouvrière aux nationalistes bourgeois. En mars 1927, dans une déclaration adressée au Politburo soviétique, Trotsky exigea que le PCC organise des soviets et prenne l'initiative d'une lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Tirant les leçons de la défaite sanglante de la révolution chinoise, il *généralisa* sa théorie et sa perspective de révolution permanente à d'autres pays à développement capitaliste retardataire. En 1928, Trotsky soumit au Sixième Congrès du Comintern un document intitulé « Critique du programme de l'Internationale communiste », qui fut ensuite publié dans *l'Internationale communiste après Lénine*. Des cadres dirigeants de l'Internationale furent gagnés à l'opposition de gauche, dont James P. Cannon, un dirigeant de premier plan du PC américain, et Chen Duxiu, le dirigeant fondateur du PCC qui avait été désigné comme bouc émissaire des trahisons de Staline.

La défaite de la Deuxième Révolution chinoise eut un profond impact sur le prolétariat et sur le PCC. Sur insistance du Comintern, le PCC niait qu'une défaite s'était produite. Avec un prolétariat atomisé, pourchassé par le GMD, le PCC tourna peu après le dos aux ouvriers et se retira dans les campagnes. Seuls les trotskystes chinois, dans la clandestinité, cherchaient à maintenir des racines dans la classe ouvrière urbaine. Le PCC se transforma en un parti paysan dans sa composition et sa vision politique. Et ainsi quand la Révolution chinoise de 1949 renversa le régime capitaliste, ce fut sous la direction d'un parti basé sur la paysannerie, avec une politique stalinienne.

Ces événements étaient le produit de circonstances historiques exceptionnelles. Il y avait l'existence de l'Union soviétique qui avait fourni, même si c'était de mauvaise grâce, une aide matérielle à l'Armée populaire de libération (APL) du PCC. Corrompu à l'extrême, le GMD, le parti de la bourgeoisie, était miné de l'intérieur. Le prolétariat n'était pas mobilisé comme force indépendante. Un autre facteur décisif était que les Soviétiques avaient fait exploser une bombe atomique le 29 août 1949, ce qui constituait une dissuasion face à une agression impérialiste.

La politique fondamentale de *tous* les secteurs de la bour-

geoisie chinoise et des puissances impérialistes envers le PCC et l'APL pendant la guerre civile de 1946-1949 était de les anéantir physiquement. Le triomphe de l'APL marquait donc la destruction des capitalistes chinois comme classe politiquement organisée, les réduisant à l'état de propriétaires isolés. Contrairement à la théorie maoïste, il n'y avait aucune base pour une révolution « par étapes » ni pour un « bloc des quatre classes ». L'histoire démentait le dogme qu'on « ne peut pas brûler les étapes », que le prolétariat doit d'abord s'allier avec un secteur de l'ennemi de classe capitaliste dans une lutte pour la « démocratie » – une perspective de collaboration de classes qui n'a amené que désastres et défaites aux travailleurs du monde.

La destruction de la domination de classe capitaliste en Chine a été le produit des rapports spécifiques, non prédéterminés, entre le PCC basé sur la paysannerie, le prolétariat chinois et la bourgeoisie chinoise et impérialiste. Mais la victoire de la révolution sociale ne pouvait instaurer qu'un Etat ouvrier *bureaucratiquement déformé*. Le PCC craignait le prolétariat et s'en méfiait. Comme la bureaucratie soviétique, la bureaucratie chinoise est une caste petite-bourgeoise parasitaire et nationaliste installée au sommet de l'Etat ouvrier, et qui s'en nourrit. Ses privilèges reposent sur l'existence de l'Etat ouvrier. Exactement comme sous Staline, le programme de la bureaucratie, que ce soit sous Mao Zedong, Liu Shaoqi, Deng Xiaoping ou Hu Jintao, est basé sur le mensonge antimarxiste de la construction du « socialisme dans un seul pays » et sur la volonté de perpétuer le *statu quo* par la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Trotsky a expliqué les racines matérielles de la bureaucratie soviétique dans son livre de 1937 *la Révolution trahie*, en utilisant un langage qui pourrait aujourd'hui être appliqué tout aussi bien aux staliniens chinois :

« L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tous qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chalands peuvent venir acheter à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle "sait" à qui donner et qui doit patienter. »

Appelant à une révolution politique ouvrière en URSS, Trotsky écrivait : « Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes même de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique [...] »

Le Tibet et la Révolution chinoise

Jusqu'au début de 1949, la politique de l'impérialisme américain envers le Tibet était sans équivoque. Le Tibet était considéré comme une partie intégrante de la Chine, avec toutefois une forte dose d'autonomie vis-à-vis du gouvernement central. Même si sa situation géographique n'était pas considérée à l'époque comme stratégique, le précurseur de la CIA, l'OSS (Office of Strategic Services) avait plusieurs agents au Tibet pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les Etats-Unis changèrent de politique en 1949, quand il devint clair que la guerre civile chinoise tournait au désavantage des armées du GMD soutenues par les USA. Au Département d'Etat, une certaine Ruth Bacon argumentait qu'avec la prise du pouvoir par les communistes, le Tibet allait acquérir une « importance idéologique et stratégique », et que les Etats-Unis ne devaient désormais plus le considérer comme étant sous autorité chinoise. Cela montre comment la question du Tibet est depuis



China Hiking Adventures Inc.

Des serfs tibétains émancipés reçoivent des certificats pour l'usage de la terre. Fin 1961, tous les serfs avaient été émancipés par l'Armée populaire de libération.

longtemps cyniquement manipulée par les impérialistes pour leurs propres intérêts.

Tout changea avec la guerre civile coréenne de 1950-1953. L'APL ne fit pas d'incursion décisive au Tibet jusqu'à ce que la Chine soit menacée par les impérialistes, qui avaient envahi la majeure partie de la Corée du Nord et menaçaient la Chine à la frontière. Les troupes chinoises franchirent le fleuve Yalu, qui marque la frontière avec la Corée du Nord, pour repousser les impérialistes ; et à la même époque, environ 40 000 soldats de l'APL attaquaient l'armée tibétaine qui était au bord de l'effondrement parce qu'inférieure en termes de nombre, d'armement et d'organisation.

Après la Première Révolution chinoise, en 1911, le 13^e dalaï-lama avait consolidé son pouvoir en renforçant et en modernisant l'armée tibétaine sur le modèle de ses parrains impérialistes, les Britanniques et les Japonais. L'influence britannique était omniprésente, au point qu'en 1950 encore les officiers donnaient tous leurs ordres en anglais, et que la fanfare militaire savait seulement jouer des airs tibétains « traditionnels » comme « Auld Lang Syne », « God Save the King » (cela ne faisait à l'évidence pas référence au « dieu-roi » du Tibet), et mon préféré, « It's a Long Way to Tipperary ». Tipperary est en Irlande – donc cela fait à n'en pas douter un bout de chemin !

L'armée tibétaine n'était clairement pas de taille à affronter les soldats expérimentés de l'APL. Sous la houlette du « grand timonier » Mao, la Chine engagea des négociations avec le 14^e dalaï-lama (le Lama actuel, qui avait alors seulement 16 ans) sur la base d'un programme qui revenait à « un pays, deux systèmes ». Cela voulait dire que le PCC autoriserait la classe dirigeante tibétaine à perpétuer son pouvoir social et politique aussi longtemps qu'elle abandonnait sa souveraineté à l'Etat ouvrier déformé chinois. Ce marché fut officialisé dans l'« Accord en dix-sept points » signé en mai 1951.

Ceci contraste nettement avec la manière dont les bolchéviques avaient consolidé le pouvoir soviétique en Asie centrale, une région qui, comme le Tibet, était économiquement précapitaliste et n'avait pas de prolétariat. La séparation de l'Eglise/la Mosquée et de l'Etat était cruciale dans la lutte pour l'émancipation des femmes, en particulier dans l'Orient soviétique

fortement islamisé. Mais il fallut aux bolchéviques du temps pour établir les bases matérielles et politiques d'un gouvernement soviétique et d'organes d'éducation laïques pour supplanter les vestiges cléricaux. Par nécessité, les bolchéviques firent des compromis parmi les institutions religieuses locales et les institutions civiles traditionnelles qui avaient été brutalement persécutées sous le tsar et s'étaient rangées du côté de la révolution d'Octobre. En même temps, ils utilisaient le pouvoir d'Etat soviétique pour supplanter méthodiquement et systématiquement ces institutions, notamment en démontrant simultanément la supériorité du gouvernement soviétique.

Sous Lénine et Trotsky, le gouvernement soviétique faisait la différence entre d'une part le droit des individus et des organisations sociales à pratiquer la religion en privé et, d'autre part, la conduite des clercs de l'Eglise orthodoxe, de l'Islam, etc., qui soutenaient activement les forces de la contre-révolution parce que leurs intérêts matériels étaient opposés à ceux du jeune et fragile Etat ouvrier. Le gouvernement soviétique réussit à mobiliser les ouvriers et les paysans pour écraser ces forces de façon décisive. Il se fixa comme objectif l'alphabétisation universelle, institua une éducation matérialiste, opposée à toutes les formes de préjugés religieux. Par exemple, des femmes communistes portaient le voile pour apprendre à lire et à écrire aux femmes d'Asie centrale soviétique.

Si le Tibet était le Shangri-La [le paradis] pour les propriétaires fonciers et les lamas, c'était l'enfer pour les opprimés. Résultat de la fusion d'une aristocratie de type féodal et d'une vaste population de moines, pouvant atteindre à certains moments plus de 20 % de la population masculine, la lamacratie régnait depuis des siècles sur une société de serfs, de paysans et de bergers. Cela signifiait que les femmes accomplissaient une grande partie du travail manuel, car les moines mais aussi une proportion non négligeable de la population de sexe masculin, qui imitait la vie monastique après avoir « péché » en procréant, se consacraient au travail de la contemplation. On enlevait de jeunes garçons à leur famille, notamment pour renouveler la population des moines. L'esclavage domestique existait également. On peut mesurer l'intensité de l'oppression et de l'exploitation dans le Tibet des lamas par le fait que ce qui était peut-être, proportionnellement, la couche dirigeante la plus nombreuse et la plus oisive de toute l'histoire de l'humanité reposait éco-



Bettmann

Des moines bouddhistes tibétains se rendent aux soldats de l'APL à Lhassa après avoir dirigé une révolte armée réactionnaire en avril 1959.

nomiquement sur des cultivateurs d'orge et des éleveurs de yaks.

Le Tibet et la modernisation

Tsering, le paysan tibétain dont j'ai mentionné le livre tout à l'heure, a finalement commencé à recevoir une éducation aux Etats-Unis en 1960. Il écrit :

« Les révélations ont débuté quand j'ai commencé à lire sur l'histoire médiévale, parce qu'au fur et à mesure que je commençais à réfléchir sur l'Europe au Moyen Age – sur les cathédrales, les monastères, le système féodal, les aristocrates et les moines qui avaient tout le pouvoir et toutes les terres, et le lien étroit entre l'Eglise et l'Etat – j'ai vu des parallèles avec la vieille société tibétaine de ma jeunesse, théocratique et fondamentalement féodale. »

Après avoir lu des textes de base du marxisme et d'histoire, il est arrivé à la conclusion que puisqu'il avait fallu des révolutions pour chasser le féodalisme européen, il faudrait la même chose au Tibet.

Tsering a commenté la première arrivée des troupes chinoises, au début des années 1950. Elles ouvrirent de suite la première école primaire de Lhasa, et construisirent des routes et un hôpital. Il écrit : « C'était un changement positif de plus grande ampleur et dans un laps de temps moindre que ce que j'avais vu dans toute ma vie – davantage de changements, j'étais tenté de croire, que le Tibet n'en avait vus depuis des siècles. » Ce que comprenait Tsering, c'est qu'il avait fallu les Chinois pour apporter une révolution que les Tibétains n'auraient pas pu accomplir pour eux-mêmes.

Pourtant, le changement social était très circonscrit jusqu'en 1959. Mao avait donné pour instruction aux militants du PCC de ralentir les changements auxquels Tsering fait référence. Pourquoi ? La réponse tient entièrement à la base nationaliste de la bureaucratie stalinienne, et à sa nature contradictoire. Le PCC avait décidé que l'APL devait intervenir de façon décisive en Corée du Nord parce que la Chine était directement menacée par l'avancée des troupes impérialistes à sa frontière. Si l'Etat ouvrier disparaît, le parasite n'a plus de quoi se nourrir – il n'y a pas de base matérielle aux privilèges de la bureaucratie. En même temps, le PCC avait choisi la « coexistence pacifique » avec le Tibet féodal, où la lamacratie n'était pas considérée comme une menace pour la

position privilégiée de la bureaucratie au sommet de l'Etat ouvrier déformé. Les paysans, les serfs et les bergers opprimés n'étaient pas sa préoccupation principale – tant qu'il n'y avait pas de menace militaire.

L'« Accord en dix-sept points » s'appliquait uniquement dans le centre du Tibet, et non dans les autres régions où résidait la population tibétaine, relativement peu nombreuse (environ 1,3 million de Tibétains à l'époque). Les deux autres régions étaient le Kham, à l'est, qui englobait l'ouest du Sichuan et l'extrémité nord-ouest de la province de Yunnan, et l'Amdo, qui englobait une grande partie de la province du Qinghai et un morceau de celle du Gansu, au nord-est du Tibet central.

La politique économique des trois premières années de la Chine de Mao avait pour but le redressement, la remise en état de la production. L'intervention américaine en Corée avait montré la nécessité d'une économie chinoise basée sur l'industrie lourde, qui puisse au plus vite subvenir aux besoins d'une armée moderne. Le premier plan quinquennal basé sur la propriété collectivisée ne fut lancé qu'en 1953. Des problèmes apparurent bientôt après, parce que la Chine était tout simplement trop pauvre pour appliquer le modèle soviétique de rapide croissance économique. La production de céréales par habitant de la Chine en 1952 était *moins de la moitié* de celle de l'Union soviétique de 1928.

La résistance parmi les forces tibétaines réactionnaires débuta dans la région du Kham en 1956. Ceci coïncidait avec de graves problèmes économiques dans toute la Chine, qui amenèrent à un passage rapide de la collectivisation volontaire à la collectivisation forcée dans les campagnes. En un an seulement, presque la totalité de la paysannerie fut organisée dans des collectifs. Cette collectivisation ne fit pas très bon ménage avec ce qui restait de la noblesse féodale tibétaine dans le Kham.

Washington complotait bien avant le soulèvement contre-révolutionnaire qui débuta le 10 mars 1959. Peu de gens avaient cru les Chinois quand ils affirmaient que les Etats-Unis et le GMD armaient les rebelles du Kham depuis 1956. Mais un article publié le 25 mars 1959 dans le *Washington Post*, et intitulé « Agitation au Tibet », affirmait : « On dit que des guérilleros ont été abondamment approvisionnés en armes légères et en munitions par une mystérieuse agence. »

Un officier de l'US Air Force faisait remarquer que des preuves matérielles n'étaient pas toujours nécessaires : « Si on fait disparaître le dalaï-lama du Tibet au nez et à la barbe d'une armée de conquérants chinois à la supériorité écrasante, les Chinois vont-ils penser qu'il a trouvé le soutien des cieux ? »

Et les serfs, les paysans et les bergers ? Les coutumes politiques, sociales et religieuses du Tibet étaient demeurées largement ce qu'elles étaient avant l'arrivée de l'APL. La masse des Tibétains étaient attachés *à statu quo*, et n'avaient pas la moindre idée qu'il existait d'autres façons de vivre. Embrouillés par les nouvelles façons de faire du PCC, qui prônait la libération des serfs de leurs maîtres féodaux tout en nouant des alliances avec ces mêmes maîtres, ils ne rejoignirent pas en masse leurs libérateurs. Il est évident que la politique de conciliation de la lamacratie menée par le PCC dans le Tibet central *démobilisait* les classes opprimées.

Il fallut à l'APL seulement une vingtaine

Spartacist en chinois n° 8

Les « réformes
de marché » en Chine :
Une analyse trotskyste

La Révolution russe
et l'émancipation
des femmes

1 €
(28 pages)

Commande:
SEDI, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10





Getty

Pékin : des ouvriers du bâtiment se rassemblent après avoir été empêchés par la police de manifester sur la place Tiananmen en août 2007. Ces ouvriers protestaient parce qu'on ne leur avait pas versé leurs salaires.

d'heures pour écraser, en 1959, le soulèvement de la lamacratie pro-esclavage soutenu par les États-Unis. Après cette victoire, le gouvernement chinois abolit l'*ulag* (le travail forcé imposé aux paysans) et mit fin à la flagellation, aux mutilations et aux amputations qui faisaient partie des peines infligées aux criminels. Les terres, les troupeaux et les outils des aristocrates qui avaient fui et s'étaient exilés furent distribués aux paysans, ainsi que les terres et les autres possessions des monastères qui avaient participé au soulèvement. L'Etat ouvrier déformé chinois instaura une éducation laïque et amena eau courante et électricité à Lhassa. Conséquence de l'arrivée au Tibet des acquis sociaux de la Révolution chinoise, les conditions de vie connurent une formidable amélioration. La mortalité infantile, qui en 1950 atteignait le taux hallucinant de 43 %, diminua de façon spectaculaire pour arriver à 0,661 % en 2000. Le taux d'alphabétisation augmenta considérablement, même s'il continue à être le plus bas parmi toutes les provinces chinoises.

De Mao à Deng

En 1966, Mao lançait la « grande révolution culturelle prolétarienne » pour reconquérir l'autorité qu'il avait perdue après le désastre économique connu sous le nom de « grand bond en avant » (1958-1960). Ce dernier avait paralysé la production industrielle et agricole, conduisant à une famine dévastatrice dans toute la Chine. Au lieu du communisme résultant de la division internationale du travail de plusieurs Etats ouvriers avancés et de l'élimination de la pénurie, le « communisme » chinois façon Mao était censé être amené par le travail primitif de millions de paysans – le partage égal de la pauvreté. Mao refusa d'admettre que le « grand bond » était un désastre. La révolution culturelle était un affrontement entre deux ailes de la bureaucratie stalinienne – Mao contre Liu et Deng – dont aucune ne méritait le moindre soutien politique de la part des trotskystes.

Mao développa pour la révolution culturelle une version particulièrement ubuesque du double langage stalinien. Le « capitalisme » ne signifiait plus une forme particulière des rapports de propriété. Les adversaires de Mao au sein de la bureaucratie étaient qualifiés de « partisans de la voie capitaliste » dans une « lutte de classes ». Les étudiants étaient

salués comme des « révolutionnaires prolétariens » alors même qu'ils étaient cyniquement mobilisés pour briser des grèves ouvrières. De façon particulièrement significative, l'Union soviétique devenait le « social-impérialisme soviétique », censé être encore plus réactionnaire que l'impérialisme américain. Ceci était destiné à justifier l'alliance antisoviétique de la Chine avec l'impérialisme américain au plus fort de la sale guerre que celui-ci était en train de perdre contre la Révolution vietnamienne.

La tâche prioritaire énoncée dans une décision du comité central du PCC en 1966 sur la révolution culturelle était l'élimination « des vieilles idées, de la vieille culture, des vieilles coutumes, et des vieilles habitudes des classes exploitteuses » appelées également « les quatre vieilles ». Cette campagne provoqua le chaos, avec d'immenses dégâts humains et économiques dans toute la Chine. Elle

était anti-culture, contre l'art et la musique occidentaux, et contre les cultures des Chinois han et de toutes les minorités nationales. Aujourd'hui encore, ici aux États-Unis, le groupe connu sous le nom de Revolutionary Communist Party (RCP) salue la démentielle révolution culturelle maoïste comme un exploit comparable à la Révolution russe !

Les partisans du dalaï-lama et les impérialistes ont largement accredité une vision déformée de la réalité : pendant la révolution culturelle, Mao aurait mobilisé les étudiants han pour écraser et détruire une partie de ce qui constituait le noyau de la culture tibétaine. Mais ce furent principalement des jeunes *Tibétains* qui détruisirent de nombreux palais et reliques bouddhistes. Dans son intéressant article « Réflexions sur le Tibet », publié dans la *New Left Review* (mars-avril 2002), Wang Lixiong écrit :

« Noter que ce furent en grande partie les Tibétains eux-mêmes qui détruisirent les monastères et les temples ne signifie pas absoudre les Hans ; mais cela pose des questions plus larges, au-delà du problème des responsabilités. Pourquoi les Tibétains, qui pendant des siècles avaient placé la religion au centre de leur vie, ont-ils brisé de leurs propres mains les statues bouddhistes ? [...] Ces actes sont assurément la preuve qu'une fois qu'ils eurent réalisé qu'ils pouvaient maîtriser leur propre destin, les paysans tibétains, dans un geste incontestablement libérateur, ont écarté le spectre de l'au-delà qui planait sur eux depuis si longtemps, et affirmé avec force qu'ils préféraient être des hommes dans cette vie-ci que des âmes dans la prochaine. »

Je ne suis pas d'accord avec Wang quand il argumente que l'impulsion sous-jacente dans les attaques contre les reliques bouddhistes venait « simplement de ce que Mao, dans leur esprit, avait remplacé le dalaï-lama comme dieu ». Du fait du taux encore élevé d'analphabétisme, et du culte de Mao pendant la révolution culturelle, certains Tibétains considéraient sans doute Mao comme un dieu qui les avait libérés de l'enfer du régime du dalaï-lama. Mais ce qui était derrière leurs actes, c'est qu'ils pensaient qu'ils aidaient la révolution. Tsering, à propos de sa participation active à la révolution culturelle, écrit : « Mais précisément parce que c'était tellement impensable, c'était aussi passionnant. Les étudiants comme moi étaient à l'avant-garde de la continuation de la révolution en Chine ! »

En 1978, deux ans après la mort de Mao et la purge de la « bande des quatre », de farouches inconditionnels de Mao, Deng prenait la direction du PCC et dénonçait la révolution culturelle. Malgré les affirmations de certains universitaires et organisations de gauche qui vilipendent Deng et présentent Mao comme une alternative révolutionnaire, Deng était à beaucoup d'égards le successeur logique de Mao. L'objectif des « réformes de marché » de Deng, qu'il appelait « socialisme avec des caractéristiques chinoises », était le même que celui de Mao : faire de la Chine un Etat-nation moderne et une puissance mondiale. Les réformes orientées vers le marché étaient une tentative de remédier, dans le cadre du bonapartisme stalinien, à l'inefficacité de l'économie à planification bureaucratique commandiste.

A partir de 1980, le PCC a mis en avant une nouvelle politique qui accordait au Tibet une aide financière conséquente. Le niveau de vie augmenta de façon substantielle. Entre 1979 et 1994, le revenu moyen des fermiers et des bergers tibétains fut multiplié *par six*. La production agricole atteignit 460 % de son niveau de 1952. En même temps, Deng revenait à l'attitude conciliatrice initiale de Mao envers les lamas. En 1978, moins d'une semaine après sa prise du pouvoir, il faisait savoir qu'il souhaitait engager un dialogue avec le dalaï-lama. On accorda à nouveau au clergé un traitement de faveur. En 1994, le nombre de moines et de nonnes atteignait 46 000 (2 % de la population tibétaine). Partout, on construisait des temples. La population han du Tibet fut *diminuée* de 40 %.

Comme dans le reste de la Chine, de fortes oppositions aux problèmes créés par la politique des « réformes de marché » se manifestèrent. Les impérialistes américains payaient le dalaï-lama depuis le début des années 1950 ; ils allaient de nouveau jouer cette carte. Le 21 septembre 1987, le dalaï-lama monta à la tribune du Congrès américain. Six jours plus tard, Lhassa connaissait ses premières manifestations de rue depuis 1959. Dans de grands rassemblements, on réclamait l'indépendance et on brandissait le drapeau national interdit. Les 17 mois qui suivirent furent marqués par une vague d'agitation de plus en plus sanglante qui conduisit finalement, en mars 1989, à la proclamation de la loi martiale, laquelle resta en vigueur pendant 419 jours. C'était un mois seulement avant le début des manifestations de la place Tiananmen à Pékin contre la corruption et l'inflation galopante, manifestations qui conduisirent à un embryon de révo-

lution politique prolétarienne, brutalement écrasé le 4 juin 1989.

· Ayant été échaudés deux fois par la politique de conciliation avec un dalaï-lama soutenu par la CIA, les staliniens chinois durcirent à nouveau leur attitude après la contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, au début des années 1990. Le Tibet a connu un développement notable, et est aujourd'hui la troisième de toutes les provinces chinoises en termes de salaire mensuel moyen. Mais l'emprise de la religion contribue à perpétuer l'arriération sociale. Par exemple, le taux d'illettrisme au Tibet est encore d'environ cinq fois la moyenne nationale.

Les puissances impérialistes espéraient profiter des Jeux olympiques de Pékin pour intensifier leur pression sur la Chine en soutenant le dalaï-lama. En moins de cinq semaines, à partir de septembre 2007, celui-ci avait rencontré la chancelière allemande Angela Merkel à Berlin, le président américain Bush à Washington et le Premier ministre canadien Stephen Harper – une provocation qui préfigurait les émeutes au Tibet, similaires à celles de 1987. Quelques mois plus tard, pour le 49^e anniversaire du soulèvement de 1959, des émeutes anti-chinoises déchaînées par des lamas bouddhistes à Lhassa fut suivie d'actions coordonnées dans les provinces du Gansu, du Qinghai et du Sichuan. C'étaient des provocations contre-révolutionnaires menées par le dalaï-lama et les impérialistes, et la LCI s'y est opposée.

La politique conciliatrice de la bureaucratie envers le dalaï-lama, d'une part, et la parodie de « lutte de classe », antiprolétarienne et anticulturelle de la révolution culturelle d'autre part, ont contribué à jeter les bases de cette révolte réactionnaire. Dans *la Révolution trahie*, Trotsky écrivait : « Si, du point de vue des formes socialistes de la société, la politique de la bureaucratie étonne par ses contradictions et ses discordances, elle apparaît comme fort conséquente du point de vue de l'affermissement des nouveaux dirigeants. »

Le fil conducteur, c'est que la politique de la bureaucratie baigne dans le nationalisme, la fausse idéologie d'une caste bonapartiste petite-bourgeoise qui vacille entre les pressions de l'impérialisme mondial et la crainte du prolétariat. Un exemple de déchaînement du bonapartisme du PCC a été l'annonce, en août 2007, qu'au Tibet la réincarnation est interdite sans l'autorisation du gouvernement. On pourrait qualifier cela d'athéisme bureaucratique.

La Chine et l'internationalisme révolutionnaire

Pour le prolétariat, il est vital de lutter contre le chauvinisme han de la bureaucratie stalinienne et de s'opposer à toutes les discriminations à l'encontre des Tibétains, des Ouïgours musulmans du Xinjiang et de toutes les autres minorités nationales et ethniques. L'opposition de la bureaucratie à la révolution internationale, basée sur le programme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » et son corollaire, la « coexistence pacifique », sape profondément la défense de l'Etat ouvrier déformé. Le sort du Tibet est lié au sort de la Révolution chinoise, qui à son tour dépend de la révolution internationale, en particulier dans les centres impérialistes.

Les grèves et les manifestations de masse, menées à intervalles réguliers par les ouvriers et les paysans chinois, mettent en évidence l'aggravation des contradictions en Chine. Il a été annoncé récemment que le droit de grève pourrait être rétabli officiellement, ce qui montre que la bureaucratie gouverne effectivement dans la peur du plus grand prolétariat industriel

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris	Rouen
Le Bolchévik	Le Bolchévik
BP 135 -10	BP 240
75463 Paris Cedex 10	76003 Rouen Cedex 1
Tél : 01 42 08 01 49	Tél : 02 35 73 74 47
e-mail : ltfparis@hotmail.fr	

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

du monde. En Chine, nous sommes pour des syndicats libérés du contrôle de la bureaucratie et basés sur la défense de l'Etat ouvrier. La défense militaire inconditionnelle de la Chine contre la contre-révolution est, aussi, conforme aux intérêts vitaux de classe du prolétariat international, en premier lieu aux Etats-Unis. Comme James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, nous l'a appris à propos de l'ex-Union soviétique, la meilleure et la seule chose qui, au bout du compte, pourra sauver la Chine, c'est la révolution internationale du prolétariat. Pour régénérer l'Etat ouvrier, nous sommes pour le renversement de la bureaucratie par une révolution politique.

Les opposants réformistes au marxisme révolutionnaire prêchent que le capitalisme peut être réformé, et que le socialisme est un rêve fumeux. C'est une manière de défendre le *statu quo* capitaliste. Il y a une quinzaine d'années, l'International Socialist Organization, Socialist Action et leurs semblables applaudissaient les contre-révolutions qui ont détruit l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, et qui ont apporté une misère inouïe, en particulier pour les femmes. Ils ont une part de responsabilité pour cette défaite historique d'importance mondiale. D'autres groupes, par exemple le Workers World Party (WWP), ont soutenu politiquement les bureaucraties stalinienne qui ont vendu les Etats ouvriers à l'impérialisme.

En juin 1989, le WWP a dénoncé la révolution politique embryonnaire de la place Tiananmen comme « contre-révolutionnaire », et a soutenu la répression sanglante. (Le Party for Socialism and Liberation, une scission du WWP, a la même position.) En mai de cette année-là, des cortèges ouvriers organisés avaient commencé à participer aux manifestations de Tiananmen, qui avaient débuté parmi la jeunesse étudiante. La menace d'une grève générale conduisit le PCC à proclamer la loi martiale, mais deux semaines durant elle ne fut pas appliquée par l'armée.

Tandis qu'à Pékin l'autorité du gouvernement s'évaporait, des groupes d'ouvriers commençaient à assumer la responsabilité de la sécurité publique en prenant en charge des services essentiels comme le transport de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Un groupe de généraux de l'APL envoyèrent une lettre de protestation à Deng Xiaoping. L'armée était en train de scissionner politiquement – non pas horizontalement, comme cela se produit dans une révolution sociale où les simples soldats s'opposent aux officiers, mais verticalement, et c'est un aspect du fait que la bureaucratie s'écroulait. D'autres soldats loyaux à Deng furent finalement transférés à Pékin et écrasèrent la rébellion. Le prolétariat chinois avait besoin d'une direction révolutionnaire qui aurait pu mener une action décisive à ce moment critique de l'histoire, mais il ne l'avait pas. La tâche d'un parti d'avant-garde est de se préparer pour de tels moments.

Les événements en Chine ont eu un impact direct sur le soulèvement de masse contre le régime bureaucratique en Allemagne de l'Est (RDA), qui débuta plus tard en 1989, et qui posait aussi à brûle-pourpoint la nécessité d'un parti léniniste pour diriger la lutte pour le pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats. La LCI, au cours de ce qui fut notre intervention la plus significative, s'est battue pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, à savoir une révolution politique prolétarienne en RDA, combinée avec une révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest. La puissance de notre programme trotskyste a été démontrée le 3 janvier 1990 à Berlin-Est, quand nos camarades ont pris la parole

devant une manifestation qui réunissait un quart de million de personnes pour rendre hommage aux soldats de l'Armée rouge soviétique qui ont libéré la RDA des nazis. Nous avons été à l'initiative de l'appel à cette manifestation, auquel les staliniens au pouvoir se sont associés parce qu'ils avaient peur de l'écho que notre programme rencontrait parmi les ouvriers de Berlin-Est et se sont sentis obligés de mobiliser leur base. Finalement, les staliniens de Moscou et Berlin-Est ont livré la RDA aux impérialistes ouest-allemands. Comme nous l'écrivions dans notre revue *Spartacist* (édition française n° 27, été 1993) :

« Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution. »

Aujourd'hui, les mêmes groupes soi-disant de gauche qui ont soutenu les forces de la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est sont à la remorque du mouvement pour un Tibet indépendant, soutenu par la CIA. Ils sont en fait à droite du dalaï-lama, qui déclare être pour « l'autonomie culturelle » au sein de la Chine ! Tandis que le RCP américain affirme que le capitalisme a été restauré en Chine, l'ISO prétend que la Chine a *toujours* été capitaliste.

Le groupe appelé « Bolshevik Tendency » (BT), qui prétend occasionnellement défendre la Chine, argumente qu'« un gouvernement révolutionnaire en Chine indiquerait sa volonté de coexister avec la caste dirigeante traditionnelle au Tibet » aussi longtemps que celle-ci « conserve le soutien populaire » (1917, 2004). Mao avait essayé une politique conciliatrice similaire dans les années 1950, quand le dalaï-lama était au Tibet, et cette politique avait contribué à encourager le soulèvement contre-révolutionnaire de 1959. L'appel de la BT à la « coexistence » avec les lamas concorde avec les machinations des impérialistes et de leurs laquais sociaux-démocrates autour du « Tibet libre ». La BT, tout autant que les groupes qui dénoncent la Chine comme capitaliste, et à son propre niveau limité, aide la cause de la contre-révolution pro-impérialiste en Chine.

Sous Mao, le PCC, dans les années 1950, a dans les faits appliqué au Tibet la politique nationaliste dite « un pays, deux systèmes ». Aujourd'hui, il applique cette politique à Taïwan, particulièrement depuis la victoire électorale remportée en mars dernier par le Guomindang, le parti de la contre-révolution. La LCI lutte pour le programme de réunification révolutionnaire de Taïwan avec le continent – d'une part la révolution socialiste dans cette île, ainsi que l'expropriation des capitalistes de Hongkong et d'autre part la révolution politique prolétarienne sur le continent. Nous luttons pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde capitaliste.

De l'occupation impérialiste en Irak et en Afghanistan jusqu'à l'incarcération en masse des jeunes Noirs, de la crise alimentaire mondiale à la misère dans l'Amérique capitaliste et à la dégradation de l'environnement dans le monde entier, la seule manière de résoudre ces problèmes, et d'éliminer la pénurie qui condamne des centaines de millions de personnes à la faim et à une mort prématurée, c'est de débarrasser le monde du système capitaliste et d'instaurer une économie internationale planifiée basée sur la propriété collectivisée. La LCI lutte pour une perspective historique révolutionnaire : pour le communisme des bolchéviks de Lénine et Trotsky et pour reforger la Quatrième Internationale, parti de la révolution mondiale !

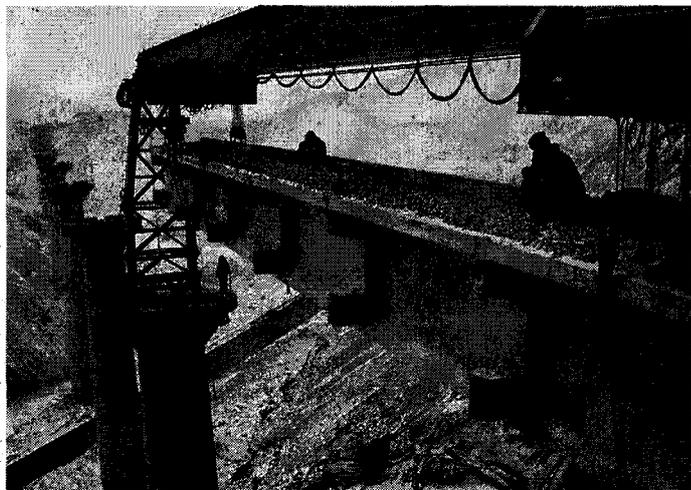
– Traduit de Workers Vanguard n° 923, 24 octobre

A bas les provocations des impérialistes et du dalai-lama !

Défendons les acquis de la Révolution chinoise de 1949 !



Xinhua



EPA

Des lycéens tibétains en cours d'informatique (à gauche). Des ouvriers de la province du Qinghai construisent la ligne de chemin de fer la plus haute au monde qui relie le Tibet au reste de la Chine. La Révolution chinoise a apporté d'immenses acquis sociaux aux masses tibétaines.

Nous reproduisons ci-dessous la transcription traduite, revue et abrégée pour publication, d'une présentation donnée par Keith Markin au nom de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale, lors de meetings organisés les 13 septembre et 4 octobre derniers à San Francisco et à Vancouver.

* * *

Nous assistons aujourd'hui à la plus grande crise financière de l'impérialisme américain depuis les années 1930. Cette crise a ses racines dans le mode de production capitaliste qui domine l'économie internationale. Au contraire, l'économie de la République populaire de Chine connaît depuis plusieurs années une croissance accélérée. Il est possible que cela ne dure pas, étant donné en particulier l'état général de l'économie mondiale. Cependant, la Chine a réussi à s'industrialiser et à se développer parce que son économie n'est pas basée sur la recherche du profit capitaliste privé. La Chine n'est pas capitaliste – c'est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé basé sur la propriété collectivisée.

Nous défendons les acquis de la Révolution chinoise de 1949 qui a renversé le capitalisme dans le pays le plus peuplé du monde. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle, contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, de tous les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés (il s'agit, outre la Chine, de Cuba, du Vietnam et de la Corée du Nord). Ce sont des Etats où le capitalisme a été

renversé, mais où la classe ouvrière n'exerce pas le pouvoir politique. « Inconditionnelle » signifie que nous ne posons aucune condition préalable à notre défense militaire : nous défendons l'Etat ouvrier, que les ouvriers aient ou non réussi à renverser la bureaucratie stalinienne au pouvoir.

En même temps, nous sommes pour une révolution politique prolétarienne qui chassera cette bureaucratie. Nous

Pour une révolution politique ouvrière !

savons que le pouvoir politique de la bureaucratie est un obstacle à la marche vers le socialisme – une société égalitaire basée sur la technologie moderne et l'abondance matérielle pour tous. Le nationalisme du régime du Parti communiste chinois (PCC), son affirmation que le « socialisme » pourrait être construit dans un seul pays, désarme et désoriente les ouvriers. Sa corruption et son incompétence sapent l'économie collectivisée. Nous luttons pour remplacer le pouvoir du PCC par le pouvoir de conseils (soviets) ouvriers et paysans démocratiquement élus, déterminés à lutter pour le communisme dans le monde entier. Pour ce faire, il faut forger un nouveau parti révolutionnaire et internationaliste afin de diriger ces luttes.

Suite page 22